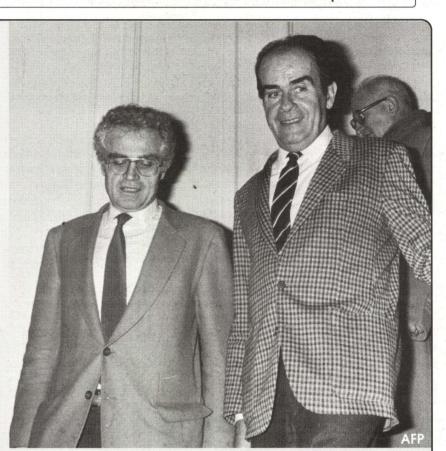
l'éditorial d'Arlette Laguiller



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1532 - 21 novembre 1997 - prix : 9 F

Le PCF de Marchais à Hue:



UNE POLITIQUE RÉFORMISTE ET NON COMMUNISTE

(p. 3 et 5)



EGYPTE:

Des terroristes qui ne menacent pas que les touristes (p. 8)

SOMMAIRE

Leur société

- 4 Ile de La Réunion : quand l'État français exilait trois cents enfants
- Lycée J-P Timbaud (Aubervilliers) : le ras-lebol des lycéens et des profs
- Lycée polyvalent d'Achères : la solidarité a été payante
- Contre les immigrés et leurs enfants: Jospin-Chevènement persistent
- Manifestation pour la régularisation des sans-
- 14 Aubervilliers : quand un maire «Union de la gauche» veut fermer un foyer de jeunes travailleurs
 - Université d'Orsay : un premier succès pour le personnel des restaurants

Politique

- **5** PCF
 - De Marchais à Hue, une continuité politique
 - Ouand les anticommunistes donnent des brevets de démocratie Congrès du PS : ronronner
- autour de la mangeoire Elections législatives partielles: meetings de soutien aux candidats LO

Tribune

6 – Le dernier des communistes?

Dans le monde

- Grande-Bretagne: l'état de grâce s'en va en fumée États-Unis : le gouvernement s'en prend au dirigeant du syndicat des Teamsters
- 8/9 La crise USA-Irak: la pire menace, c'est celle de l'impérialisme
 - Égypte : les intégristes ne menacent pas que les touristes Les marchands d'armes
 - ne désarment pas Brésil: lutter contre l'inflation en luttant contre les travailleurs
- Sida: mondialisation des virus mais pas des médicaments
 - Vietnam : bonnes affaires sur fond de misère

Dans les entreprises

- 10 Thomainfor
- Desvres Maubeuge Kodak
- 11 ETG-Chausson Gennevilliers
- GEMS-Buc Amiante
- 12 Maty
 - Lodève-Pochet
- Ditechna 13 – DDE Isère
 - DPS Région parisienne Rapides de la Côte d'Azur

Lire

- Rééditions :
 - L'an I de la Révolution russe de V. Serge
 - Le clou qui dépasse
 - d'A. L'Hénoret

LE FN À 100% **AU SERVICE DES PATRONS**

présenter des listes aux prochaines élections prud'homales. Différentes procédures ont été intentées par les confédérations syndicales pour essayer de faire déclarer irrecevables ces listes (aux élections prud'homales la présentation de listes est en théorie libre.)

Avec ses listes le Front National annonce la couleur : les juges qui seraient élus sur ses listes s'engagent à faire jouer la «préférence nationale». En clair cela veut dire qu'un juge ouvrier, chargé de juger un litige entre un patron français et un salarié étranger ou d'origine étrangère choisira de prendre le parti du patron. Chacun est

Mais en plus le Front National présentait des candidats patrons dans le collège patronal, et aussi des listes aux élections pour les représentants

Le Front National entend patronaux aux Chambres de commerce et d'industrie qui ont eu lieu le 17 novembre. Pour des salariés voter pour le Front National c'est donc un peu comme s'ils votaient pour leur patron afin de les défendre. Le Front National s'affirme comme un parti des patrons au service des patrons, bonne raison pour qu'aucun travailleur ne se laisse pervertir par sa démagogie nauséabonde.

Car comme toujours les références au racisme et à la xénophobie sont là pour cacher une autre réalité : la soumission de ceux qui s'y référent aux intérêts bien matériels des patrons et des bourgeois. Ceuxci, qui ont un sens concret de leurs intérêts, savent d'ailleurs bien que les hommes du Front National sont leurs hommes. C'est-à-dire des ennemis acharnés des travailleurs et de leurs droits.

PATRON, RÉAC ET LEPENISTE

Pour la première fois le FN a présenté des candidats aux élections patronales des Chambres de commerces et d'industrie le 17 novembre, sans aucun succès d'ailleurs. A Paris, la tête de liste était Jean Bruel qui se qualifie de «libre patron de la Cie des Bateaux-Mouches» et qui avait le soutien affiché d'un Le Pen se présentant lui-même comme «ancien chef d'entreprise».

Ce Bruel, qui proclame en toute simplicité avoir «fait 70 millions d'amoureux de Paris» (est-ce qu'il conduit lui-même les bateaux?), dénonçait pêlemêle dans sa profession de foi l'administration, le salariat (qu'il faudrait remplacer par des «sociétés prestataires de services»), la concurrence et les monopoles, l'euro et la taxe professionnelle, la protection sociale et l'insécurité, les grandes surfaces et bien sûr l'immigration que l'on a fait fleurir d'après lui «grâce à un allerretour bisannuel payé» depuis le Sénégal.

Ajoutons que ce Bruel se présentait aux votes de patrons comme «votre agent d'ambiance». Bonjour le climat sur les bateaux-mouches!



MEETINGS avec ARLETTE LAGUILLI

• CHOLET avec Marie-Louise DUPAS Jeudi 20 novembre à 20 h 30, Salle des fêtes, Place du général de Gaulle

MONTAUBAN avec Jean-Claude ESPINOSA

Vendredi 21 novembre à 20 h 30, Grande Salle de la Maison du Peuple

- LORIENT avec Cyril LE BAIL Jeudi 27 novembre à 20 h 30, Espace Cosmao Dumanoir
- VESOUL avec Noël HENNEQUIN Lundi 1er décembre à 20 h 30, Salle A. Parisot, Place P. Renet
- TROYES avec Pierre BISSEY Mardi 2 décembre à 20 h, Bourse du travail, Place Jean-Jaurès
- SAINT-DENIS avec Idilio VALDENEBRO

Jeudi 4 décembre à 20 h 30, Bourse du Travail 11 rue Génin (Métro Pte de Paris)

- LE CREUSOT avec Pascal DUFRAIGNE Jeudi 11 décembre à 20 h 30, Salle Clémenceau
- ARRAS avec Dominique WAILLY

Vendredi 12 décembre à 20 h, Auditorium du centre ATRIA (face à la gare)

VENISSIEUX avec Marie-Christine PERNIN

Mardi 16 décembre à 20 h, Salle Polyvalente Angle Bd Joliot-Curie - Bd Marcel Sembat

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste L'Union Communiste Internationaliste qui édite Lutte Ouvrière, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socia-isme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des

materes premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoisme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Milterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capita-lisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'apparell d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa poli-ce, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trots-kystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1" janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 400 exemplaires. Composition : [Et Associés], Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

LUTTE LUTTE **OUVRIÈRE DE CLASSE** 1 an 6 mois (1 an soit 10 nº) France DOM-TOM 160 F DOM-TOM, voie aérienne Europe (soit zone postale1) 420 F 210 F 100 F Autres pays, voie ordinaire Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) 450 F 230 F 140 F (comme voie aér Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, 520 F 540 F Asie du Sud-Est (soit zone 3) 270 F 140 F - Océanie (soit zone 4) 280 F 140 F Autres pays, voie aérienne - Afrique francophone, Moven-Orient, USA, Canada (soit zone 2) 480 F 250 F 140 F Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soil zone 3) 540 F 280 F - Océanie (soit zone 4)

660 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

340 F

210 F

SOUTENEZ
LUTTE
LUTTE
OUVRIÈRE | Soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-oi dispose qu'il est seul habilité ouvrière » conformément à la loi. Celle-oi dispose qu'il est seul habilité doit d'in versé par chèque.

BULLETIN D'ABONNEMENT NOM: PRÉNOM: ADRESSE: CODE POSTAL et VILLE : COMPLEMENT D'ADRESSE : . Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE -**LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : (rayer la mention inutile).

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON. par virement postal à MICHEL RODINSON. CCP 6 851 10 R - PARIS.

Ci-joint la somme de :

Règlement :

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

GEORGES MARCHAIS... ET LA POLITIQUE QU'IL INCARNA

On peut comprendre l'émotion des militants du Parti
Communiste à la mort de Georges
Marchais qui a représenté leur parti
pendant près d'un quart de siècle.
Le bilan de la politique qu'il avait
incarnée pendant toute cette période concerne cependant tous les travailleurs, étant donné l'influence du
PCF dans la classe ouvrière.

Lorsque Marchais a accédé à la direction du Parti Communiste, le parti n'était déjà plus ce représentant conséquent des intérêts politiques de la classe ouvrière qu'il voulait être à ses origines.

Au lendemain de la guerre, plusieurs de ses dirigeants étaient ministres dans le gouvernement de De Gaulle. C'est grâce au soutien et à la caution du Parti Communiste de Thorez que de Gaulle a réussi à remettre en place l'appareil d'État antiouvrier, à blanchir une hiérarchie administrative et policière faite de gens comme Papon, tout entière compromise dans la collaboration avec les occupants nazis. C'est grâce au PCF encore que le patronat a pu imposer aux travailleurs de nouveaux sacrifices, après ceux du temps de guerre, mais cette fois pour remettre en marche l'économie pour le compte de la grande bourgeoisie.

Marchais n'a pas seulement assumé cet héritage. Après mai 68, il était un des principaux artisans de la politique qui consistait à mettre fin au plus vite aux grèves pour participer aux élections proposées par de Gaulle; politique chèrement payée par le PCF luimême, sorti de ces élections avec très peu de députés, mais payée plus chèrement encore par l'ensemble des travailleurs.

Quatre ans plus tard, Marchais a signé le Programme commun avec les socialistes et les radicaux. Et aux élections présidentielles de 1974, le PCF

a fait de Mitterrand, ce politicien bourgeois compromis dans toutes les combines de la IV^e République, le candidat unique de la gauche, en le présentant comme un espoir pour le monde du travail. On sait ce qu'il en a été.

Le PCF allait payer, par l'érosion de son électorat, cet effacement volontaire derrière Mitterrand et le PS. Cette érosion a fini par pousser Marchais en 1977 à la rupture de l'Union de la Gauche.

Mais en 1981, lorsque Mitterrand fut élu président de la République, le PCF accepta de participer au gouvernement.

De 1981 à 1984, le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français ont mené ensemble au gouvernement une politique qui a fait supporter l'essentiel des conséquences de la crise aux travailleurs, avec le blocage des salaires et des centaines de milliers de licenciements et de suppressions d'emplois. Le Parti Socialiste a assumé seul cette politique par la suite, de 1984 à 1986, puis de 1988 à 1993. Mais il a bénéficié du soutien des députés du PCF qui ont toujours évité les votes susceptibles de renverser le gouvernement socialiste.

Le résultat de la politique de la gauche au pouvoir a été la dégradation du niveau de vie de la classe

ouvrière, la déception, la démoralisation, mais aussi la montée électorale de Le Pen avec la baisse parallèle des voix du PCF.

Si la mémoire de Georges Marchais est saluée aujourd'hui, même par des hommes comme Giscard ou Chirac, les travailleurs n'ont aucune raison de se féliciter de la politique qu'il avait si longtemps incarnée et qui est aujourd'hui poursuivie et accentuée par son successeur, Robert Hue.

Et ce n'est certainement pas faire injure au dévouement de cette fraction des militants du PCF qui pensent sincèrement servir la cause des travailleurs que de constater que leur dévouement est dévoyé au service d'une politique qui ne va pas dans le sens des intérêts du monde du travail.

Mais quant à ceux qui critiquent Marchais, surtout pour critiquer le communisme, qu'ils se méfient. Car le capitalisme, ses crises, le chômage, la misère, les inégalités qu'il engendre, feront que le communisme, le projet d'une société sans exploitation, retrouvera inévitablement vigueur. Et pas sous la forme d'une force politique cherchant à s'intégrer dans la société bourgeoise, mais sous la forme d'une force politique visant à la bouleverser de fond en comble.

La prochaine réunion du CERCLE LEON TROTSKY

aura pour thème :

ALGÉRIE: le peuple algérien victime de la dictature militaire et de la barbarie islamiste.

Les responsabilités de l'impérialisme français

Vendredi 12 décembre à 20 h 30 Salle de la Mutualité 24, rue Saint-Victor à Paris (5°) Métro : Maubert-Mutualité Participation aux frais : 20 F lle de La Réunion

QUAND L'ÉTAT FRANÇAIS EXILAIT 300 ENFANTS

Durant les années soixante, plus de trois cents enfants réunionnais, orphelins ou issus de familles pauvres, placés sous la tutelle de la DDASS, ont été expédiés en France, dans le département de la Creuse. Ces exils forcés avaient été révélés en 1993 par *Libération*. Aujourd'hui, après que 117 d'entre eux sont revenus dans leur île natale, ces faits que l'administration avaient cachés redeviennent publics.

Avant leur exil, certains de ces enfants vivaient dans des foyers de pupilles jusqu'au jour où la DDASS leur proposa d'aller «faire des études» en France. D'autres étaient issus de familles pauvres qu'on avait convaincues de se séparer de leurs enfants en leur faisant croire qu'ils allaient eux aussi faire des études ou avoir un bon travail. Pour apaiser les craintes, les responsables promettaient aux enfants qu'ils allaient revenir pour les vacances. Mais, une fois en France, aucun n'a vu le moindre billet de retour!

Interrogé par le journal du Parti Communiste Réunionnais *Témoignages*, quelques-uns de ces «Réunionnais de la Creuse» revenus dans l'île ont expliqué combien ils étaient loin de se douter qu'en guise d'études ils allaient se retrouver du jour au lendemain forcés au travail. Ils ont aussi raconté comment ils ont été accueillis et ce qu'ils ont enduré pendant de nombreuses années.

Mais les «exileurs» réunionnais, eux, savaient. Ce sont d'ailleurs eux qui furent les artisans d'une politique mise en œuvre par l'État français et plus particulièrement par Michel Debré, venu à la Réunion chercher un siège de député que les électeurs lui avaient refusé en Métropole.

On disait alors qu'il y avait trop de Réunionnais en Réunion, qu'il fallait les envoyer ailleurs! C'était l'époque du BUMIDOM (Bureau pour le développement des Migrations intéressant les départements d'outre-mer), créé à l'initiative de Debré justement et qui proposait à des jeunes d'émigrer en France en leur promettant un travail facile, un logement... Des entreprises françaises faisaient paraître des brochures invitant à venir travailler en Métropole. Les jeunes étaient conviés par exemple à venir à l'usine Peugeot de Mulhouse, dans une région où « les amateurs de ski, de pêche ou de chasse, de nautisme ou tout simplement les promeneurs apprécieront la chaîne des Vosges avec ses lacs, le Rhin, la Forêt-Noire », ou encore chez Simca à Poissy, dans «une usine au milieu des fleurs ».

On recrutait aussi des jeunes filles, blanches de préférence, pour aller travailler comme bonnes à tout faire. Après que Le Figaro à l'été 1965 eut vanté la qualité des gens de maison originaires de la Réunion, en quatre jours, 500 demandes d'employeurs furent adressés au BUMIDOM. D'après Témoignages, à cette même époque fut également organisée la mobilité des Réunionnais vers la Nouvelle-Calédonie pour franciser la population de ce territoire en espérant ainsi renforcer le camp «français» face aux Kanaks. De même, quelque temps auparavant, on avait encouragé les Créoles à peupler l'enclave de Sakay à Madagascar pour «blanchir» la grande île avant son indépendance.

Aujourd'hui, si les choses ont un peu changé, c'est avant tout parce que l'économie française n'a plus besoin de la main-d'œuvre qui lui faisait défaut dans les années soixante. Mais chaque année des centaines de jeunes Réunionnais, ne voyant pas d'issue à la situation dans laquelle ils se trouvent, partent en France à la recherche d'un hypothétique emploi. Ce n'est plus via le BUMIDOM, mais via un autre organisme, l'Agence nationale des travailleurs d'outre-mer, qui se garde bien de les éclairer sur ce qui peut les attendre, sans doute pour ne pas les décourager de partir, espérant ainsi résoudre, par le vide, le problème du chômage qui pèse de façon catastrophique sur la population réunionnaise.

C'est dire que, poussés par la misère ou incités par l'État français, ce sont des dizaines de milliers de Réunionnais qui sont partis. Aujourd'hui, en France, ils sont plus de 150 000, dont près de 100 000 nés à La Réunion (un sixième de la population totale de l'île).

Mais dans le cas des trois cents «Réunionnais de la Creuse» il s'agissait encore d'autre chose : d'un exil forcé d'enfants, pour beaucoup en bas âge. Récemment les grands moyens d'information se sont penchés sur le travail des enfants, partout dans le monde et plus particulièrement dans les pays pauvres, en nous montrant parfois des images difficilement soutenables. Alors il n'est pas inutile de rappeler que l'État français a lui aussi sa part de responsabilité dans ce que ses dirigeants dénoncent parfois... chez les autres.

Lycée J-P Timbaud à Aubervilliers

Manque de LE RAS-LE-BOL sécurité, DES LYCÉENS ET locaux vétustes, DES PROFS

Au lycée J-P-Timbaud d'Aubervilliers, les professeurs et les élèves en ont assez de travailler dans des conditions difficiles et d'être lanternés par des promesses.

Devant les manifestations à répétition des enseignants et des élèves, le rectorat avait nommé des contractuels sur les trois postes de professeurs non encore pourvus à la rentrée de la Toussaint, en électrotechnique et en mécanique-auto.

Le rectorat cherchait à calmer la grogne mais n'a pas embauché pour de bon sinon à la carte : il ne fait pas non plus le nécessaire pour rénover les locaux. Les conditions de sécurité dans les ateliers sont déficientes. En électrotechnique, le sol dans les deux salles de mesure a un revêtement défectueux, ce qui entraîne des

risques d'électrocution et de chute. L'éclairage est insuffisant, voire nul parce que les tubes fluorescents ont été supprimés pour cause de courtscircuits et de fortes nuisances sonores. Aucune alimentation de sécurité n'existe pour les trois ateliers du rez-de-chaussée. En mécanique-auto, les installations sont déficientes, des machines aux normes d'homologation dépassées n'ont pas été contrôlées depuis longtemps. Les évacuateurs de gaz d'échappement sont aussi bruyants qu'inefficaces, l'atelier constamment poussiéreux occasionne des gênes respiratoires. À cette vétusté des locaux s'ajoute leur petitesse par rapport au nombre d'élèves accueillis.

À part ça, tout va très bien, monsieur Allègre!

Lycée polyvalent d'Achères (Yvelines) LA SOLIDARITÉ A ÉTÉ PAYANTE

Au lycée polyvalent d'Achères, lycée de 700 élèves qui comporte des sections générales et techniques, il manquait depuis le début de l'année un poste à plein temps de préparateur de travaux pratiques. De ce fait, les élèves de la filière ETL (employés et techniciens de laboratoires) étaient privés de certains enseignements essentiels.

Au début de l'année ces élèves avaient déjà mené un mouvement de grève, mais le rectorat n'avait apporté aucune solution durable à leur problème. C'est pourquoi, à la rentrée des vacances de la Toussaint, le mouvement a repris, avec cette fois la volonté de n'être plus menés en bateau. Après avoir fait circuler une pétition au sein du lycée, les ETL ont proposé aux délégués des autres sections d'organiser l'arrêt complet des cours à partir du lundi 10 novembre si le préparateur demandé n'était pas présent, ou à défaut, si le rectorat ne s'engageait pas par écrit.

De fait, lundi 10 novembre, au lieu de monter en cours, à peu près la moitié des élèves improvisèrent une assemblée qui confirma la grève avant de partir en cortège pour le rectorat.

Là, les responsables acceptèrent aussitôt de recevoir une délégation qui discuta près de 3/4 d'heure sous la pression des 300 lycéens massés sous les fenêtres, continuant à scander malgré la

pluie : «Tous ensemble! Ouais!» et «Lycéens en colère, y'en a marre de la galère». Finalement, les représentants du rectorat campèrent sur leur refus de coucher un engagement par écrit.

Informés de ces résultats, les grévistes firent connaître leur réponse à tue-tête : « Y'en a marre des promesses!». L'un des élèves s'étant muni d'un téléphone portable, il demanda à l'administration du lycée de l'appeler au cas où la nomination du préparateur de TP serait annoncée.

Le cortège reprit sa marche joyeuse à travers les rues du quartier. Mais une heure à peine après la fin des négociations le portable sonnait et annonçait l'arrivée d'un maître-auxiliaire en tant que préparateur pour le surlendemain.

Et mercredi le préparateur tant attendu était là.

Ainsi, grâce à la solidarité de tous, élèves du technique et du général confondus, l'affaire qui traînait depuis des semaines a été débloquée en quelques heures. Ce qui ne veut pas dire que tous les problèmes soient résolus : le manque de personnel, enseignant ou autre, se fait encore largement sentir, dans cet établissement comme dans d'autres. Mais une chose au moins en ressort : il n'y a que la mobilisation des intéressés eux-mêmes qui fera reculer les responsables de cette pénurie!

DE MARCHAIS À HUE, UNE CONTINUITÉ POLITIQUE

À l'occasion de la mort de Georges Marchais, la presse a tenu à souligner la différence, non pas seulement de style mais bien de politique, qu'il y aurait entre lui et son successeur. Marchais, «l'apparatchik zélé et hâbleur» (Libération) aurait incarné la ligne dure d'un PCF encore «inféodé à Moscou» (Le Figaro), par opposition à Robert Hue, l'homme de la «mutation», des réformes, qui conduit le parti sur la voie du changement et de l'intégration à la vie politique nationale.

Pourtant, Marchais qui est resté à la direction du Parti Communiste de 1972 à 1994 n'a pas mené une politique fondamentalement différente de celle poursuivie par son successeur. D'ailleurs il n'a fait lui même que s'inscrire dans la continuité politique de son prédécesseur Waldeck-Rochet qui gouverna le PCF de la mort de Maurice Thorez (en 1964) à 1972.

Le Parti Communiste français n'est plus, depuis très longtemps, et n'était déjà plus du temps de Marchais, un parti révolutionnaire, visant à renverser le capitalisme et à permettre aux opprimés, sous la direction de la classe ouvrière, d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie. Tournant le dos à cet objectif de ses origines, il a adopté depuis longtemps une politique réformiste, de compromis et d'alliance avec la bourgeoisie, en marchandant auprès de celle-ci son influence dans la classe ouvrière.

La rupture ouverte avec une véritable politique communiste, de défense des intérêts de tous les travailleurs, fut manifeste lorsqu'en 1935, Pierre Laval, alors ministre français des Affaires étrangères, signa à Moscou un accord d'alliance avec Staline. La bureaucratie stalinienne au pouvoir en URSS était désormais l'alliée de la bourgeoisie française. Le PCF allait voter les crédits militaires au gouvernement français et s'engager dans une politique de «Front populaire» avec le Parti Socialiste et le Parti Radical. Cette politique allait le conduire à soutenir le gouvernement de Léon Blum et sa gestion loyale du capitalisme français. En 1936, en pleine montée ouvrière, on vit Maurice Thorez s'adresser aux travailleurs en grève générale pour leur dire qu'il fallait «savoir terminer une grève» et faire confiance au gouvernement.

Depuis, la recherche d'une collaboration avec la bourgeoisie par le biais d'une alliance avec le Parti Socialiste, la volonté de se faire

accepter dans le jeu politique comme étant un parti comme les autres, ont été une constante de la politique du PCF et de ses dirigeants successifs. La politique dite d'Union de la Gauche n'est pas une politique récente. Sous une forme ou sous une autre, avec les variantes liées aux périodes dans lesquelles les alliances se nouaient, le PCF l'a défendue à maintes reprises.

Marchais quant à lui ne fut pas seulement un des continuateurs de cette politique. Il ouvrit, lui aussi, la voie à son successeur, Robert Hue, par exemple en abandonnant les références à la dictature du prolétariat en 1976 et au centralisme démocratique en 1993.

Par-delà les aléas politiciens de circonstance, la politique du PCF sous la direction de Georges Marchais, comme aujourd'hui sous celle de Robert Hue, n'a pas fondamentalement changé. Elle n'ouvre pas d'autre perspective à ses militants et aux travailleurs qui lui font confiance qu'une

vernementale au seul profit de la bourgeoisie, qui se retourne contre les travailleurs et leurs intérêts.

Mais au fond, l'image d'un Marchais «dur», voire au couteau entre les dents, véhiculée et raillée aujourd'hui par les médias, n'estelle pas plus utile pour tenter de discréditer tout ce qui, même de très loin, pourrait évoquer une politique différente de l'alignement pur et simple sur les intérêts des patrons?

Lucienne PLAIN



Fabre, Mitterrand et Marchais, les trois dirigeants de l'Union de la gauche.

Élections législatives partielles

MEETINGS DE SOUTIEN **AUX CANDIDATS** DE LUTTE OUVRIÈRE

- □ 4° circonscription de **Meurthe-et-Moselle** LUNEVILLE Samedi 29 novembre à 17h Geneviève HEILLIETTE avec Christiane **NIMSGERN** et Arlette LAGUILLER Salon des Halles Place Léopold
- □ 6° circonscription du Haut-Rhin WITTENHEIM Lundi 1er décembre à 17h Aimé SENSE Françoise RUCH avec Arlette **LAGUILLER** Salle Albert Camus 1A, rue des Mines

Ce qui les gêne

«La coqueluche des imitateurs», «ses scories dans le langage qui faisaient rire», «ils l'aimaient en riant de lui. Comme on aime les clowns», etc. les médias n'ont pas tari sur Marchais plus vrai que ses imitateurs, jusqu'à se demander (Le Monde du mardi 18 novembre) «quelle image de Marchais allons-nous conserver : celle de l'homme politique ou bien celle de ses imitateurs?»

Finalement, au-delà de sa politique, ce que tous les bourgeois et petits-bourgeois, la presse, les prétendus historiens et les vrais anticommunistes n'aiment pas chez Marchais, ce dont ils s'amusent, ce qui les fait rire quand cela ne les met pas mal à l'aise, c'est ce qui rattachait Marchais au mouvement ouvrier et au mouvement communiste. Pour ses imitateurs, Marchais restait cet homme d'un milieu modeste et qui s'en revendiquait. Bref, il restait cet ouvrier métallurgiste, ne possédant que le certificat d'études et devenu chef du PCF.

Et dans toutes ces phrases, indépendamment même de la politique qu'a incarnée Marchais, c'est bien le mépris de classe des bourgeois à l'égard du monde ouvrier qui transpire.

QUAND LES ANTICOMMUNISTES DONNENT DES BREVETS DE DEMOCRATIE

Jospin s'est fait l'avocat de ses alliés du PCF en déclarant à l'Assemblée le 12 novembre : «Pour moi, le communisme s'inscrit dans le Cartel des gauches, dans le Front populaire, dans les combats de la Résistance, dans les gouvernements de la gauche en 1945 et en 1981, il n'a jamais porté la main sur les libertés. Il a tiré les leçons de son histoire. Il est représenté dans mon gouvernement, et j'en suis fier!»

Passe encore qu'il «inscrive» le PCF dans le Cartel des gauches de 1924, alors qu'à l'époque le PC, sans «F» et Section française de l'Internationale Communiste, critiquait à juste titre ce Cartel comme un «gouvernement de la bourgeoisie». Passe aussi qu'il qualifie «de gauche» les gouvernements de la Libération, qui regroupaient aussi le MRP, parti de droite d'inspiration démocrate-chrétienne, et des gaullistes... Mais c'était, tout le monde l'a noté, pour mettre dans l'embarras le RPR par rapport à ses amis

Mais le plus dur à avaler, pour des militants communistes, devrait être de voir leur parti défendu par un dirigeant d'un Parti Socialiste qui a souvent rivalisé dans l'anticommunisme avec les partis de droite. Ce PS qui, en 1920, a fait scission par hostilité à la révolution russe. Ce PS dont le secrétaire

général, Guy Mollet, assurait dans les années soixante que le PC n'était ni à gauche ni à droite, mais à l'Est. Ce PS dont Mitterrand s'empara en 1971 et annonça ensuite, lui qui avait mené des campagnes violemment anticommunistes, qu'il réduirait la représentation parlementaire du PCF à une simple force d'appoint; et qui

Voilà ce qu'a été la ligne constante des ancêtres politiques de Jospin. Et c'est à ces discours anticommunistes qu'il reviendra lorsque la formule de la «gauche plurielle» ne lui sera plus utile.

Vincent GELAS

Congrès du PS

RONRONNER AUTOUR DE LA MANGEOIRE

«C'est difficile pour un partide concilier un débat interne d'une totale liberté avec des responsabilités gouvernementales»; c'est ce qu'affirme le porté parole de la gauche socialiste, Jean-Luc Mélenchon, à propos de la préparation du cougrès du Parti Socialiste des 21,22 et 23 novembre. Il sait qu'il n'est pas facile de parler la bouche pleine. Mélenchon ajoute même qu'« en période d'exercice du pauvoir, il (le débat) a tendance à tourner au plébiscite».

Certes les dirigeants socialistes sont tous bien trop contents d'être réunis autour de la soupière pour crucher dans la soupe! Et le congrès va probablement effectivement tourner au plébiscite. La motion présentée par François Hollande et signée par Jospin a recueilli quelque 85% des voix. C'est que pour l'instant, malgré les rivalités personnelles, les ténors du parti taisent toute critique et la motion en question a été signée également par Mauroy, Fabius, Rocard et Cresson, tous anciens Premiers ministres.

La gauche socialiste, qui apparaît comme le seul courant contestataire, conteste à vrai dire le moins possible et applaudit à chaque fois qu'el-

Que le gouvernement socialiste mène la même politique que ses prédécesseurs de gauche comme de droite, voilà qui n'amène pas d'opposition résolue de la part de ce qui se prétend pourtant la «gauche du parti». Il faut bien dire que cela n'en amène pas plus de la part des autres formations de la majorité. La gauche dite plurielle soutient la politique antiouvrière au gouvernement en se contentant de formuler parfois de petites réserves, mais sans jamais proposer aux travailleurs de s'opposer résolument aux coups qu'on leur

Et quand les dirigeants du PS tentent de faire croire que les choses vont dans le bon sens. que «ça change», selon le titre d'une brochure publiée récemment pour faire le bilan d'un peu plus de cinq mois de gouvernement, les dirigeants de la gauche plurielle s'efforcent de faire gober ce mensonge à la population laborieuse pour jus-tifier leurs propres compromis-

Dominique CHABLIS

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LE DERNIER DES COMMUNISTES?

Habituel: mort, Georges Marchais recueille les louanges de tous, y compris de ceux qui le vilipendaient vivant. Et si, dans le cas de l'ex-secrétaire général du PCF, un peu de fiel reste mêlé aux regrets exprimés, c'est que l'étiquette de communiste passe toujours mal auprès de ce beau monde. Mais de la droite, qui le présentait comme le bolchevik au couteau entre les dents, à ses ex-amis de L'Humanité, qui douze jours avant son décès ont tenté de le ridiculiser par une vraie-fausse interview de lui, tous sont unanimes : un «homme de conviction», un vrai «communiste» vient de disparaître.

Nous ne mêlerons pas nos voix au concert. De communiste Georges Marchais n'avait que l'étiquette. Du communisme il avait abandonné et trahi l'idéal. Certes, dans la lignée des dirigeants du PCF, et des autres dirigeants des partis staliniens du monde, il ne fut pas le premier ni le dernier. Ce n'est pas une excuse.

Par-delà le style personnel sa politique ne fut pas fondamentalement différente de ce qu'est celle du PCF depuis bien plus longtemps. Robert Hue peut bien être aussi rond, onctueux et affable que Georges Marchais semblait anguleux, arrogant et revêche. Quand Hue se félicite de voir son parti appartenir à un gouvernement qui mène une politique anti-ouvrière, comme Jospin et Gayssot viennent de le faire encore en arbitrant le conflit des routiers en faveur des patrons, que fait-il d'autre que ce que Marchais fit de 1981 à 1984? Quand celui-ci se félicitait tout aussi chaudement de voir son parti fournir des ministres à un gouvernement Mauroy qui imposait l'austérité et le gel des salaires ou aidait à briser des mouvements de travailleurs de l'automobile.

Et que faisait d'autre alors Georges Marchais que ce qu'avait fait Maurice Thorez, quand dès 1944, près de quarante ans auparavant déjà, ministre dans un gouvernement qui mêlait gaullistes, socialistes et communistes, il appelait les travailleurs à retrousser les manches et se serrer la ceinture?

Mais la seule chose que tous ces politiciens de droite ou de gauche reprochent au fond à Marchais c'est d'avoir continué à se dire communiste, tout en lui reconnaissant volontiers d'avoir contribué à ce que le PCF jette par-dessus bord le marxisme comme le léninisme. Car pour eux, qui sans craindre les contradictions prétendent que le communisme est enterré avec l'Union Soviétique, le communisme reste à abattre. En témoigne la publicité faite à la publication, après bien d'autres ouvrages du même tonneau, d'un nouveau Livre noir du communisme.

Les thèses ne sont pas nouvelles. Elles consistent à confondre le communisme avec le stalinisme. En oubliant que parmi les millions de victimes du stalinisme, les premières furent les militants restés fidèles au communisme. En particulier les trotskystes, qui furent aussi les premiers à souligner les similitudes entre les régimes de Staline et Hitler. A l'époque tous les politiciens occidentaux, désireux de s'attirer l'alliance de Staline contre Hitler, niaient la réalité du goulag.

Elles consistent encore à confondre le léninisme et le stalinisme. En oubliant que la guerre civile et son cortège d'horreurs furent imposés aux communistes russes par les prétendues démocraties de France, d'Angleterre ou des Etats-Unis qui ont créé, armé, financé, appuyé les bandes contrerévolutionnaires, qui ont détruit et tué au moins autant que les «rouges».

Aujourd'hui les dirigeants du PCF participent joyeusement à un gouvernement qui serait prêt à appuyer une éventuelle intervention américaine au Moyen-Orient qui ferait à nouveau des centaines de milliers de victimes civiles, et qui en tout cas accepte l'embargo qui tue chaque jour des enfants pour qui il n'y a ni médicaments ni vivres dans un Irak transformé de fait en camp de concentration par les Occidentaux.

Ainsi la dénonciation tardive des crimes bien réels du stalinisme peut cacher l'acceptation des crimes tout aussi réels mais toujours actuels du capitalisme. Le véritable parti communiste, rassemblant les communistes qui le sont restés, et représentant les intérêts du monde du travail, reste à reconstruire.

> Editorial des bulletins d'entreprise «l'Etincelle» du lundi 17 novembre 1997.

Leur société

CONTRE LES IMMIGRÉS ET LEURS ENFANTS, JOSPIN-CHEVÈNEMENT **PERSISTENT**

À quelques jours du débat à sa volonté de restreindre l'immigral'Assemblée nationale sur l'immigration et la nationalité, quelques députés proposaient de modifier le projet proposé par Chevènement et avalisé par Jospin, de façon que les enfants nés en France de parents étrangers puissent devenir français dès la naissance. Cela aurait signifié rétablir ce "droit du sol" que le PS reprochait à la droite d'avoir aboli, et que les socialistes, pour justifier la différence entre leur projet et les lois Pasqua-Debré, prétendaient remettre en place.

En fait, même sur ce point, Chevènement-Jospin rusaient avec les mots. Ils ne veulent pas revenir à la situation qui prévalait depuis 1927, où il suffisait que les parents étrangers d'un enfant né en France fassent une déclaration pour que ce dernier ait la nationalité française. Jospin et la majorité du groupe socialiste ont refusé, concédant tout juste, pour l'instant, que soit abaissé de 18 à 13 ans l'âge prévu pour l'acquisition de cette nationalité.

Avoir la nationalité du pays où l'on est né et où l'on habite et disposer des droits qui vont avec, quoi de plus normal pourtant? Cela aurait évité à ces enfants, outre de nombreuses tracasseries, la menace de l'expulsion au gré des décisions de gouvernements tentés par des attitudes démagogiques. Mais c'est justement là le problème pour Jospin.

Le fait d'avoir un enfant français est l'un des cas où même la loi Debré prévoit d'attribuer une carte de séjour aux parents. Accorder la nationalité à la naissance, cela impliquerait de ne pas pouvoir s'opposer à un certain nombre de demandes de régularisation dans l'avenir. C'est tout le contraire de la voie choisie par Jospin, qui depuis qu'il est le chef du gouvernement se démène avec son compère Chevènement pour affic

tion; celle à venir, et celle qui est établie en France. Ils ne se sont pas contentés d'accorder au comptegouttes les régularisations demandées par 150 000 sans-papiers, ils ont fait savoir que les déboutés devraient quitter la France, disposant désormais de fichiers permettant dans la plupart des cas de les localiser. Le projet Chevènement veut même rendre plus efficaces les mesures d'expulsion en allongeant le délai de rétention administrative. Alors, ce n'est pas pour accorder la nationalité française à la naissance aux enfants d'étrangers nés en France!

Ce n'est pas que Jospin et ses acolytes du gouvernement, pas plus que ses prédécesseurs de droite ou de gauche, croient pouvoir empêcher l'immigration clandestine. Ils savent qu'ils n'y peuvent pas grand-chose, pas plus qu'ils n'ignorent que cette immigration qu'ils refusent de légaliser est nécessaire à l'activité économique.

Ce qui pousse des hommes et des femmes à fuir leur pays au risque de leur vie souvent, au risque quasi certain de vivre dans la précarité dans des pays développés, c'est la misère qui règne sur la plus grande partie de la planète. Et ce n'est pas en transformant ces pays en bunkers à coup de contrôles aux frontières, d'expulsions, de législations de plus en plus restrictives pour les immigrés et pour leur famille qu'on changera quoi que ce soit. Tout cela, Jospin et ses conseillers le savent parfaitement; mais il s'agit pour eux, sordidement, d'utiliser ce qui leur paraît payant électoralement, en usant du mensonge qui consiste à rendre les immigrés responsables du chômage et de l'insécurité. Une ignominie tout à fait semblable à celle de Debré-Pasqua.

RÉGULARISATION **DE TOUS LES SANS-PAPIERS!**

MANIFESTATION LE SAMEDI 22 NOVEMBRE

LUTTE OUVRIÈRE appelle, avec de nombreuses autres organisations et associations, à la manifestation qui se rassemblera au métro Solférino, à Paris, le samedi 22 novembre à 14 h, afin d'exiger la régularisation de tous les sans-papiers et l'abrogation de toutes les lois discriminatoires qui visent les travailleurs immigrés.

Grande-Bretagne

Six mois à peine après être arrivé au pouvoir, le «nouveau» travaillisme de Tony Blair se retrouve au centre d'un bon vieux scandale de corruption qui ressemble à s'y méprendre à ceux qui ont marqué les dernières années du précédent régime conservateur.

Tout est parti d'un fait d'apparence anodine : une lettre du ministre de la Santé Tessa Howell demandant à Bruxelles que les courses de Formule 1 soient exemptées de l'interdiction de la publicité sur les cigarettes, qui doit entrer en vigueur dans les compétitions sportives européennes à compter du 1er janvier 1998.

Comme cette décision rompait avec l'une des promesses électorales de Blair et qu'il n'y a pas de fumée sans feu, même quand il s'agit de tabac, les journalistes se mirent à fouiner. Et il apparut que le mari de Tessa Howell avait été administrateur de Benetton, firme italienne cosponsor d'une équipe de Formule 1 avec les cigarettes Mild Seven. De fil en aiguille, on apprit que des responsables de la société gestionnaire des sports de Formule 1 avaient versé de fortes sommes dans la caisse électorale de Tony Blair – dont son président, le milliardaire Bernie Ecclestone, avec la

L'ETAT DE GRÂCE S'EN VA EN FUMEE

modique obole de dix millions trés trop gourmands et pressés. faits par Ecclestone. de francs.

Coïncidence, pure coïncidence, protesta Blair, mais sans se montrer très convaincant. D'autant que ce n'était pas la seule. Le richissime PDG des supermarchés Sainsbury, lui aussi généreux donateur d'une somme analogue, n'avait-il pas été catapulté à la Chambre des Lords peu après les élections?

L'affaire en serait peut-être restée là, au rang des anecdotes somme toute assez courantes dans la vie politique britannique, si les trésoriers du Parti Travailliste ne s'étaient pas mon-

Car on apprit que dès octobre, c'est-à-dire après que le gouvernement Blair eut changé de politique sur la Formule 1, ils étaient revenus à la charge auprès d'Ecclestone, lui demandant de doubler sa mise pour combler le déficit des finances du parti. Service pour service, en quelque sorte.

C'est ce dernier fait qui a réellement choqué l'opinion publique en Grande-Bretagne, forçant Blair à une autocritique télévisée le 16 novembre dans laquelle il s'est engagé à rembourser tous les dons

Il faut dire que venant du Premier ministre le plus calotin qu'ait connu le pays depuis bien des générations, grand adepte de sermons moralistes, cela a de quoi choquer. Mais fallait-il s'attendre à autre chose de la part d'un hypocrite qui prêche les vertus chrétiennes comme substitut aux protections sociales qu'il est en train de démanteler, tout en exigeant des chômeurs et de la population laborieuse qu'ils s'en remettent au bon vouloir du patronat?

F. R.

États-Unis

Après la grève victorieuse chez UPS

LE GOUVERNEMENT S'EN PREND AU DIRIGEANT **DU SYNDICAT DES TEAMSTERS**

Huit mois après son élection à la tête du syndicat américain des Teamsters, qui regroupe pour l'essentiel les travailleurs du transport routier (mais aussi des dockers, des travailleurs des entrepôts ou encore du secteur agro-alimentaire), mais le jour même où il lançait la grève des travailleurs d'UPS (United Parcel Service), le dirigeant syndical Ron Carey a vu son élection annulée par le gouvernement sous prétexte qu'il avait utilisé des fonds syndicaux pour sa campagne.

de l'ancien leader historique de ce syndicat, n'avait rien fait de très différent mais s'est sorti d'une accusation voisine de corruption en remboursant l'argent en question.

Mais la véritable raison de retenir leurs troupes. Mais Carey

Son adversaire Hoffa, le fils cette attaque contre Carey n'est pas un problème d'argent. La bourgeoisie sait fermer les yeux sur les pratiques frauduleuses des dirigeants syndicaux, comme d'ailleurs des politiciens, du moment qu'ils savent

a organisé des meetings pour préparer la grève. Il a organisé des manifestations quand le contrat des travailleurs d'UPS est arrivé à sa fin. Il a mobilisé les travailleurs d'UPS et s'est adressé aux travailleurs d'autres entreprises qui ont des problèmes identiques.

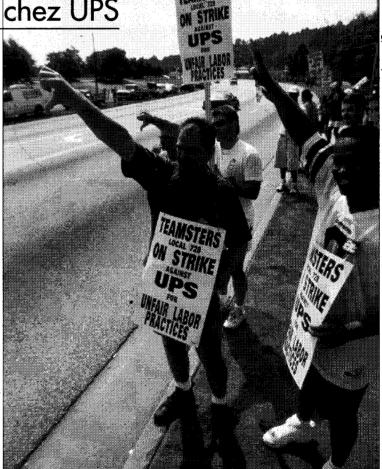
Le gouvernement menace toujours d'empêcher Carey de participer à une nouvelle élection, lui préférant Hoffa junior, moins remuant. De nouvelles élections sont annoncées pour l'année prochaine.

Nos camarades du bimensuel trotskyste *The Spark* reviennent ainsi sur cette affaire.

tent l'élection à février ou mars prochain. Cela tombe bien! L'élection ne sera pas terminée au moment où les deux contrats en cours dans le transport (le fret et le transport de voitures) viennent à expiration. Et pendant que les militants syndicaux seront occupés à mener campagne pour la réélection de leur dirigeant, ils ne se mobiliseront pas pour de meilleurs contrats.

Sans compter que la possibilité que Carey soit totalement écarté de cette élection plane toujours sur l'ensemble de la situation.

L'observateur du gouvernement a déclaré qu'il avait besoin



Grévistes de l'UPS à Atlanta, en août 1997.

A l'évidence, (...) leur souci n'est pas le manque de démocratie ou le développement de la corruption dans le syndicat. Ce qu'ils sont en train de faire, tout simplement, c'est tenter d'élever une barrière entre la victoire des Teamsters à UPS et les deux contrats à venir sur le

senter (...), qu'il n'a pas toutes

les informations concernant

Carey et qu'il n'a pas les moyens

de prendre une décision. Alors pourquoi, dans ces conditions,

les représentants du gouverne-

ment ont-ils déjà fait des décla-

rations condamnant Carey? Et

pourquoi annoncent-ils qu'il

pourrait ne pas être autorisé à

se présenter?

de plus de temps pour examiner fret et le transport de voitures. Ils toutes les preuves entre ses essayent de mettre des bâtons mains et déterminer si Carey dans les roues des Teamsters «Les dates proposées repor- sera autorisé ou pas à se repré- pour contrecarrer leurs efforts pour organiser et mettre sur pied une lutte de plus grande envergure.

Au lieu de laisser les effets de la victoire contre UPS se répandre un peu partout, ce qui donnerait un sacré coup d'accélérateur aux camionneurs concernés par ces autres contrats, cette victoire est balayée d'un revers de main.

Tous ceux qui sont à la tête de grandes entreprises, tous ceux qui ne veulent pas voir un conflit social éclater dans leur propre entreprise, tous ceux-là espèrent que la victoire obtenue à UPS sera embaumée et enterrée à six pieds sous terre.» (...).

Au sommaire de Lutte de Classe nº30 (novembre 1997)

- Afrique :
- La victoire de Sassou-Nguesso et d'Elf-Aquitaine au Congo-Brazzaville et les avatars de l'influence de l'impérialisme français en Afrique.
- Espagne : Les divisions de la «Gauche Unie», des querelles qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs.
- - Les volte-face du Parti de la Refondation Communiste.
- Irlande du Nord : Le second acte du «processus de paix».
- Haïti : Une minorité de parasites dans un océan de misère.
- Tribune de la minorité : Face au gouvernement Jospin : pas critiques, opposants!

Prix: 10f - Envoi contre 12f en timbres.

La crise USA-Irak

LA PIRE MENACE POUR LES PEUPLES,

C'EST CELLE DE L'IMPÉRIALISME

Après plus de quinze jours d'ultimatums aussi démesurés que belliqueux, les dirigeants américains commencent à modérer leurs discours et à envisager le recours à la diplomatie pour régler leur conflit avec Bagdad.

Mais encore a-t-il fallu que Saddam Hussein ouvre lui-même une porte de sortie à Clinton, en revenant sur sa décision d'expulser les membres américains de la commission de désarmement de l'ONU, et en se bornant à réclamer que tous les pays membres du Conseil de sécurité soient représentés à égalité dans cette commission.

Néanmoins, si Clinton en est à mettre de l'eau dans son vin, c'est aussi parce qu'il n'a pas reçu le soutien inconditionnel qu'il escomptait

sans doute de la part de ses complices de toujours - ses anciens alliés de la guerre du Golfe.

Aucune des grandes puissances ne l'a désavoué, bien sûr. Mais seule la Grande-Bretagne s'est mise en quatre pour prouver son soutien sans faille aux États-Unis, en dépêchant un porte-avions vers Gibraltar (mais quand même pas vers le Golfe) et en mettant une de ses bases aériennes en alerte. Les autres grandes puissances, elles, se sont bornées à faire la claque pour Clinton, visiblement déterminées à attendre en spectateurs que l'ire américaine retombe. Certaines ont même formulé quelques réserves, suggérant, comme Chirac pour le compte du gouvernement français, que si l'attitude de Saddam Hussein était «inacceptable», il fallait néanmoins « poursuivre la recherche d'une solution par les voies diplomatiques».

Mais les réserves de Chirac sont apparues bien timides à côté de celles émises par les pays du Golfe, y compris par ces quasi-satellites de l'impérialisme que sont l'Arabie Saoudite et le Koweït.

C'est ainsi que les dirigeants koweïtiens n'ont pas caché leur irritation de voir Clinton sortir ses missiles sous un prétexte aussi futile. Tout affrontement militaire «portera atteinte au peuple irakien ainsi qu'aux voisins de l'Irak» a protesté le ministre des Affaires étrangères koweïtien, ajoutant avec une certaine amertume que «les États-Unis ont des porte-avions dans le Golfe et n'ont demandé de permission ni au Koweït, ni à quiconque d'autre». Tandis que son homologue des Émirats arabes unis a réclamé que les États-Unis prennent rapidement des mesures pour assouplir le blocus pétrolier de l'Irak afin que « la région puisse revenir à un fonctionnement économique normal».

Des crises comme celles-ci, il v en a eu bien d'autres depuis la fin de la guerre du Golfe. Parfois les dirigeants de l'impérialisme américain en ont profité pour démontrer une fois de plus leur toute-puissance par quelques bombardements en territoire irakien. Dans la plupart des cas, ils se sont bornés à faire du bruit, pour finalement retourner au statu quo hérité de la guerre. Mais toujours, ils ont monté en épingle des faits insignifiants en mentant sans vergogne à l'opinion publique. C'est ainsi que cette fois-ci, il y a eu l'histoire de l'avion-épandeur sans pilote que Saddam Hussein aurait fait équiper pour répandre un poison bactériologique sur les villes américaines – sornettes que les ministres de Clinton ont reprises et enjolivées au fil des émissions télévisées.

C'est qu'il faut bien arriver à faire croire à l'opinion publique que l'Irak constitue un réel danger pour le monde, un danger qui justifie que les dirigeants américains puissent, sous le couvert de l'ONU, exiger de

pouvoir s'y comporter comme en territoire conquis, sous la menace permanente des missiles de leur flot-

En attendant, même si la présente crise finit par se régler sans affrontement armé, comme elle semble devoir le faire, ce sera toujours sur la base du même statu quo. C'est-à-dire sur la base de l'ordre que l'impérialisme entend imposer aux peuples des pays pauvres et qui s'exprime aujourd'hui par le blocus pétrolier de l'Irak qui étrangle son économie et condamne sa population aux épidémies et à la sous-alimentation. Et s'il y a aujourd'hui un danger pour les peuples du Moyen-Orient, plus que celui de régimes tels que celui de Saddam Hussein, c'est la menace perpétuelle que fait peser l'impérialisme, prêt à prendre des populations entières à la gorge pour garantir les profits présents et futurs de ses trusts.

François ROULEAU

LES MARCHANDS D'ARMES NE DESARMENT PAS

Le grand rendez-vous des marchands d'armes de la planète s'est ouvert le 16 novembre à Dubaï. Que ce soit dans un des États des Émirats arabes unis (EAU) que se des dépenses militienne cette foire à la mort, cela n'a rien de bien étonnant. Le Monde signalait que les États du Golfe, avec l'Asie, totalisent les deux tiers des commandes militaires mondiales. En somme le fournisseur se rapproche du client.

Quant aux «exposants», ils rivalisent d'ingéniosité pour vendre leur camelote. Les États-Unis font la retape pour leurs avions de combat F15, F16 et autres F18, les Suédois pour leur Gripen, les Allemands, Italiens et Britanniques pour leur Tornado. Pour la circonstance la France a joué le grand jeu en exposant son prototype Rafale ou encore son dernier modèle de Mirage 2000-5

plates-bandes des F16 américains.

Il faut dire que la concurrence est rude entre marchands d'armes, surtout depuis l'effondrement de l'Union soviétique et la réduction

taires dans les pays occidentaux. Les marchés des États du Golfe et d'Asie ouvrent de ce point de vue des perspectives compensatrices pour tous ces négociants de la mort.

Ainsi Le Monde révèle que pour l'année 1996 le MoyenOrient a totalisé 40% des exportations militaires françaises, toutes catégories confondues. Dans ce domaine la France a une certaine expérience. Les Dassault et autres

dant massivement à l'Irak des années 80. Aujourd'hui ce sont d'autres dictatures de la région qui sont courtisées : Arabie Saoudite, Koweit, EAU, Iran, etc. Pour être plus compétitive par

Matra se sont enrichis hier en ven-

rapport à la concurrence, la France fait même de la surenchère. Mieux que le service après-vente, elle propose maintenant à ses clients du Moyen-Orient des accords commerciaux qui incluent une collaboration pouvant aller jusqu'à une intervention militaire française dans le cas d'une agression extérieure.

En fait les pays impérialistes n'hésitent pas à surarmer les dictatures des pays du Golfe quitte à alimenter les tensions et les rivalités dans toute la région. Et ils placent les germes pour de nouvelles guerres.

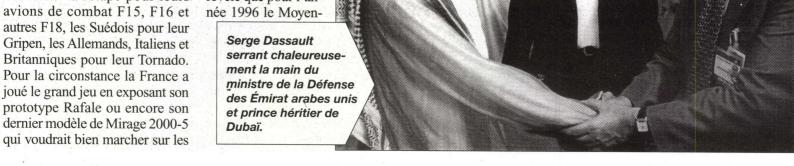
Stéphane HENIN

Les brochures du Cercle Léon **Trotsky**

Dernières brochures parues :

- Du Front unique aux différentes moutures de l'Union de la Gauche, les relations du PCF et des socialistes (Nº 69 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 29 mars 1996)
- Les Kurdes, victimes de la politique impérialiste... et de celle de leurs propres dirigeants. (Nº 70 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 8 novembre 1996)
- Le communisme, l'écologie et les écologistes (Nº 71 – Exposé du Cercle Léon Trotsky du 13 décembre 1996)
- La mondialisation de l'économie (Nº 72 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 14 mars 1997)
- La protection sociale : des assurances contre la révolte ouvrière (Nº 73 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 31 janvier 1997)

Prix: 10F - Envoi contre 12F en timbres par brochures



Egypte

En mitraillant et en poignardant des dizaines de personnes - essentiellement des touristes sur le site de Louxor, les intégristes islamistes ont commis un massacre sans précédent en Egypte. Cet attentat, qui aurait fait au moins 71 morts, fait suite à beaucoup d'autres attaques meurtrières menées contre des étrangers, mais aussi - et la presse en parle beaucoup moins - contre les milieux de gauche égyptiens.

En revendiquant l'effroyable tuerie de Louxor, la Jamaa Islamiya, l'un des principaux groupes islamistes, tient à atteindre l'une des principales sources de devises du pays, le tourisme. Cette organisation tient également à démontrer que, contrairement aux déclarations se

LES INTEGRISTES **NE MENACENT PAS** QUE LES TOURISTES

voulant rassurantes du gouvernement égyptien, le terrorisme n'est nullement éradiqué mais qu'il peut frapper où il le veut et quand il le veut.

Car l'activité des groupes intégristes n'est pas nouvelle. Depuis 1992, l'Égypte est confrontée à une vague de violence islamiste qui a déjà provoqué la mort de plus de 1300 personnes. Aux attentats perpétrés par les islamistes contre les policiers, contre les chrétiens coptes et contre les intellectuels progresistes comme Naghib Mahfouz, le régime dictatorial de Moubarak répond depuis par la répression, aussi féroce qu'inefficace. Ainsi, au cours des dernières années, une soixantaine d'intégristes ont été pendus tandis que 16 000 autres seraient actuellement emprisonnés.

Pourtant, d'Anouar El Sadate à Moubarak, les gouvernements égyptiens ont une lourde part de responsabilité dans cette montée des mouvements islamistes. Avec les religieux réactionnaires, ils voyaient d'un bon œil se développer un contrepoids à la gauche laïque, d'autant plus qu'ils engageaient des réformes économiques sur le dos de la population.

Aujourd'hui, les intégristes ne cachent pas qu'ils veulent renverser le gouvernement jugé «impie», en s'appuyant sur le désespoir d'une fraction croissante de la population égyptienne. Car dans ce pays où le revenu par habitant est l'un des plus bas de la planète, la situation ne cesse de se dégrader. Soumis aux diktats du FMI, le gouvernement s'est engagé dans un vaste plan de démantèlement des entreprises publiques, de remise en cause de la réforme agraire accomplie par Nasser et d'austérité. Pour la population, il en résulte le chômage et la baisse de son niveau de vie, qui contraste avec l'accroissement de la richesse d'une étroite couche privilégiée et la généralisation de la corruption dans les hautes sphères de l'appareil d'État.

Au-delà, l'opposition intégriste cherche à capter à son profit le mécontentement d'une fraction des couches populaires et de l'intelligentsia, hostile à l'alignement du gouvernement sur la politique des États-Unis dans la région, aussi bien dans la guerre du Golfe que dans les rapports avec Israël. Elle essaye de tirer profit de toute forme de mécontentement contre ce régime de dictature, qui se traduit aussi bien par la répression sanglante de tout mouvement de protestation populaire que par le verrouillage de toute vie démocratique. Ainsi, la fraude et les violences exercées lors des élections

législatives de 1995 ont permis au parti au pouvoir, le Parti National-Démocrate, de s'attribuer... 95% des sièges!

Pour autant, les groupes intégristes ne représentent en rien les intérêts de la population. Ils le démontrent par les pressions exercées pour le « retour à la loi de dieu», aussi bien dans la politique de la famille que dans le domaine culturel. Ils l'ont également démontré récemment en soutenant la nouvelle loi agraire défendue par le gouvernement, alors même que son application se heurtait à l'opposition de la population paysanne, et même à des émeutes.

Certes, en Égypte, l'influence des groupes islamistes n'a pas encore atteint celle qu'ils peuvent avoir en Algérie, mais ils font peser sur l'ensemble de la société égyptienne – et pas seulement sur les touristes qui, eux, ont toujours la possibilité de choisir une autre destination – de lourdes menaces. Et face à cela, Moubarak et ses forces de répression ne constituent nullement un rempart. Bien au contraire, le terrorisme islamiste fournit au gouvernement un prétexte au renforcement de son régime policier et de la dictature qu'il exerce contre des millions de paysans et tous les pauvres du pays.

Roger MEYNIER

À peine calmée dans le Sud-Est asiatique, la crise boursière s'est reportée sur l'Amérique latine, le Brésil en particulier. La Bourse de São Paulo, la capitale économique du pays, a baissé de 32 % en quinze jours, dont presque 10 % dans la seule journée du 10 octobre. La stabilité de l'économie et en particulier le cours de la monnaie étaient

Prenant prétexte de la défense de la monnaie nationale, le real, le gouvernement brésilien a mis en place un nouveau plan d'austérité. Après avoir annoncé la hausse des taux d'intérêt (le taux de base passant de 20 à 43 %), le ministre du Plan a rendu publiques le 10 novembre cinquante mesures visant selon lui à combattre l'inflation : essentiellement des réductions de dépenses budgétaires et des augmentations d'impôts et de taxes.

Ce n'est pas aux spéculateurs en Bourse, aux banquiers, aux importateurs, aux riches de toute sorte que l'on va demander efforts et sacrifices, mais à la population laborieuse. Elle devra désormais payer davantage d'impôts sur le revenu, davantage de taxes sur l'essence (+ 5%). Le gouvernement à beau affirmer que les réductions budgétaires ne devraient pas toucher l'éducation, la santé ou la réforme agraire, on sait ce que valent les déclarations officielles. Comme à chaque fois, les ministres épargneront de préférence les budgets des forces de répression, les caciques locaux, les

Brésil LUTTER CONTRE L'INFLATION EN LUTTANT CONTRE LES TRAVAILLEURS

«maharadjas» de l'industrie et de la banque, tous leurs amis.

La mesure la plus scandaleuse, en cette période de chômage, est sans doute la suppression annoncée de 25 000 à 30 000 postes de fonctionnaires de l'État. Au Brésil comme en France, il est plus facile de proposer de « dégraisser » le prétendu « mammouth » de la fonction publique que de s'en prendre aux et aux exploiteurs

Ce plan d'austérité contre la population a valu au président brésilien, Fernando-Henrique Cardoso, l'approbation des bourgeois (la Bourse a retrouvé, pour l'instant son niveau normal), ainsi que celle des financiers internationaux et du FMI. Il n'attend pas l'appui des travailleurs brésiliens, de ceux qu'il va pressurer davantage encore. C'est ce qu'il a reconnu en affirmant «ne pas craindre d'être impopulaire».

Pire pour lui que l'impopularité, et les échecs électoraux qui peuvent en résulter, souhaitons-lui de rencontrer la résistance et les luttes ouvrières, seules capables de détourner les sacrifices du camp des travailleurs et de les faire supporter cette fois-ci aux bourgeois.

Vincent GELAS 号



Dans les entreprises

Thomainfor LES SALARIES BLOQUENT LE SIEGE DE THOMSON-GSF

L'avenir immédiat de quelque 900 salariés de l'ex-filiale de maintenance informatique de Thomson étant toujours suspendu à la décision des repreneurs (lesquels repreneurs ne reprendraient que 566 employés), l'intersyndicale de Thomainfor après plusieurs manifestations locales et des visites à quelques centres Thomson, a décidé, avec les salariés, de bloquer le siège de Thomson-CSF, boulevard Haussmann.

Bien que, juridiquement, Thomainfor ne fasse plus partie du groupe, c'est bien la direction

Thomson-CSF qui est responsable. Elle l'a filialisé, puis s'en est débarrassée en sous-traitant la fermeture à un obscur groupe financier qui a mis la clé sous le paillasson quatre mois après. C'est le gouvernement Juppé qui a approuvé la chose, mais qui empêche Jospin d'avoir une autre politique? C'est ce que les banderoles installées devant le siège rappelaient : «Dépôt de bilan à Thomainfor, Merci Thomson. Que fait Jospin?» ou encore «Le gouvernement veut créer 700000 emplois, qu'il en sauve déjà 1000 chez Thomainfor!»

Le siège de Thomainfor CSF a donc été bloqué lundi 17 novembre à partir de 6 heures du matin, grilles cadenassées, un cercueil en travers de la porte d'entrée et des détritus empêchant les directeurs de rentrer (mais évidemment pas de se servir de leur portable). Un tableau qui donnait une image de marque différente d'un des premiers trusts de l'armement.

Quelque 200 salariés, en provenance de Vélizy, de Rungis, mais aussi de Rantigny (Oise), de Bordeaux, de Toulouse, occupaient une partie du boulevard Haussmann et marquaient une zone réservée. La journée fut marquée par une visite de notre camarade Arlette Laguiller, venue apporter son soutien aux salariés, rappelant d'ailleurs qu'une filiale du Crédit Lyonnais (Spectral) avait été rachetée par Thomainfor.

Son intervention à la sono fut particulièrement suivie et applaudie et les réactions chaleureuses.

cet momson responsable sac

En revanche l'absence de caméras télé et de journalistes fut remarquée et donna l'occasion de discuter des choix, des centres d'intérêt et du rôle des médias.

Le même jour, des délégués du CCE de Thomson-CSF viennent aussi... mais pour une réunion qui ne put se tenir. Ils ne se sont pas adressés au personnel présent, sans doute qu'ils n'avaient rien à leur proposer.

Les salariés ont décidé de rester sur place tant qu'une table ronde des parties intéressées statuant concrètement et sérieusement sur leur sort ne se tiendrait pas. Le mardi matin, on vit le chef du personnel donner le nom d'un délégué à un huissier, ainsi qu'une assignation au tribunal des référés pour l'après-midi au seul délégué CGT dans le but évidemment de faire libérer ce siège à l'entrée par trop désordonnée.

Une table ronde devait aussi avoir lieu dans la journée de mardi 18 novembre, réunissant l'administrateur judiciaire, les repreneurs, la Thomson, mais pas le ministère du Travail, et sans les délégués. Or les salariés estiment que sans cela, même la mise sur pied d'un plan social est impossible, donc à 18 heures ils décidaient de continuer à camper devant le siège.

Correspondant LO



Bénéfices et 10000 suppressions

d'emplois

Y'A PAS PHOTO IL FAUT RÉQUISITIONNER!

mondial de la pellicule photographique, a annoncé le 11 novembre un plan de restructuration se traduisant par 10 000 suppressions d'emplois sur l'ensemble des usines du groupe.

Ce groupe américain exploite de par le monde 94 600 salariés. il compte donc réduire ses effectifs de 11%. Comme nombre de grosses entreprises, ça n'est pas une première. Ainsi, en France, l'usine de Chalon-sur-Saône, qui compte aujourd'hui 2700 travailleurs, avait vu ses effectifs diminuer de 350 en 1993.

Le PDG de Kodak Georges Fisher justifie le choix du groupe en expliquant que, face à la concurrence de son rival japonais Fuji, il est nécessaire que l'entreprise diminue ses coûts de production, donc se sépare de certains secteurs qu'il estime lui coûter trop cher, afin d'augmenter ses marges bénéficiaires.

Pourtant Kodak n'annonce même pas de pertes, mais 1,3 milliard de dollars de bénéfices pour 1996. Des bénéfices qui pour cette année devraient diminuer de

Le groupe Kodak, numéro un 25%. Cela suffit pour que le groupe décide de jeter à la rue un dixième de ses effectifs.

Au lendemain de l'annonce de ce plan de restructuration et de licenciements, les actions du groupe n'ont pas augmenté, à la différence de ce qui se passe d'habitude en ces circonstances. En effet, bien souvent l'annonce de plans de restructuration se traduisant pas des compressions de personnel fait flamber les actions du groupe concerné, comme cela s'était passé pour Moulinex ou Renault. Actionnaires et spéculateurs boursiers signifient ainsi leurs espérances en des profits plus juteux encore.

Or les actions Kodak n'ont pas augmenté, mais ont baissé de 5%, car, paraît-il, les boursiers auraient souhaité que la direction du groupe tranche un peu plus dans le vif et décide une réduction d'effectifs de 20000 employés! Voilà qui est bien révélateur des mécanismes du capitalisme, un système dont le slogan pourrait être : les profits d'abord, avec des travailleurs jetables.

Marielle LEMONNIER

Desvres Maubeuge (Nord)

COUP DE COLERE **ET GRÈVE POUR LES SALAIRES**

Desvres de Maubeuge Sous-le-Bois, une centaine d'ouvriers se sont mis en grève pour l'augmentation salaires. L'usine, de 120 salariés, fabrique des carcarrelage au sol. La société a été reprise à 90 % par Coramik, qui, après avoir fermé une usine à Feignies, a muté une partie du personnel à Sous-le-Bois.

Le personnel travaille en équipe 5/8 et 3/8. Les femmes sont quasiment toutes de nuit. Le patron a fait le chantage : «Le travail de nuit, c'est ça ou la porte». L'usine tourne à plein et depuis le début de l'année, le bénéfice est de 25 millions de francs. Le groupe fait des bénéfices depuis plusieurs années, et vient d'atteindre un record. Et dans le même temps, les travailleurs devraient continuer à subir

plus en plus dures, avec des horaires usants et des salaires en baisse?

Voilà pourquoi plus de 90% des ouvriers ont décidé la grève, soutenus par les syndicats CGT, CFDT, FO, reaux de céramique, du CFTC, et établi un plan de revendications exigeant le respect des conventions collectives pour les heures de nuit; le paiement des jours de carence maladie; l'augmentation des taux horaires de 6%; et à chaque fois que le SMIC augmente, une évolution immédiate des salaires. Comme le disait un ouvrier : «Il y a 7 ans, j'étais à 2,50F au-dessus du SMIC, aujourd'hui, je gagne le SMIC». Un autre expliquait que sa paye était de 6 100 F net avec deux dimanches et cinq nuits travaillés, et que depuis le mois de janvier 1997, ils n'avaient eu aucune augmentation. Une ouvrière ajoutait que, en tant

Jeudi 13 novembre, à des cadences de travail de que femmes, encore moins payées que les hommes, elles avaient vraiment l'impression que le patron se moquait d'elles.

Le patron a accepté des négociations avec les délégués syndicaux... mais pour dire qu'il ne céderait rien et que, si le travail ne reprenait pas. il fermerait les fours. Quand les délégués sont revenus devant l'ensemble des grévistes, la réponse a été unanime: «Qu'il ferme les fours, on continue!». Et il fut décidé d'aller, le lundi 17 novembre, rendre visite aux ouvriers des autres sites de Desvres, à Boussois et à Landrecies.

Le mouvement ne s'est pas étendu et, se sentant isolés, les grévistes ont décidé de reprendre le travail le 19 novembre, en attendant des négociations de lundi suivant. La colère est toujours là!

Dans les entreprises

ETG - Chausson Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

CA CONTINUE!

Le jeudi 13 novembre, la direction d'ETG-Chausson Gennevilliers convoquait une réunion (qu'elle disait « ultime ») dans le cadre du plan de licenciements. Ce plan comprend une trentaine de licenciements, même en cas d'accord sur l'application de la loi de Robien (qui ne couvrirait que le maintien de 97 emplois). Dès huit heures, l'usine était en grève, les travailleurs quittant à l'heure dite leur poste de travail et se rassemblant.

La réunion fut extrêmement l'usine, ce qui fut brève : la direction maintenant rapidement les licenciements, les délégués sortirent de la salle de réunion et la grève fut votée ainsi que la midi du vendredi, revendication essentielle: « Aucun licenciement ». Cette fois-ci la mesure était comble, nous nous sommes répandus dans toute l'usine, y compris dans les bureaux et nous avons fait cesser le travail partout.

Le lendemain, vendredi 14, nous n'avons même pas pris la peine de nous mettre en bleu. C'est en « civil » que nous nous sommes retrouvés à l'assemblée générale et que nous avons revoté la grève. La direction quant à elle se livrait à une véritable provocation en exigeant de la maîtrise qu'elle se mette en tenue de travail à son poste. Il lui fut demandé fermement de bien vouloir se changer et quitter accompli.

Dans l'aprèsnouvelle provocation, la direction tentait de faire sortir un camion, accompagné

d'une quarantaine de chefs, le tout sous la surveillance d'huissiers. La direction envoya des menaces de sanctions à une quinzaine de grévistes. Des licenciements plus des

sanctions, c'était trop, cela n'a fait qu'accroître la colère et la grève fut revotée à l'assemblée du lundi matin 17 novembre. De plus une action était décidée

à contraindre la direction centrale de Renault (dont ETG est une filiale) à répondre ellemême: Renault a largement les moyens de reclasser 30 ouvriers ou de trouver des solutions acceptables de manière à ce qu'aucun d'entre nous ne se retrouve sur le carreau.

pour le lendemain, de manière à Noisy-le-Grand, l'organisme de crédit de Renault. Le directeur local semblait pressé de nous voir dégager les lieux, l'immeuble étant tout en verre... et prit donc note de nos revendications pour les faxer à la direction générale de Renault. Et... la direction ETG nous donna alors rendez-vous pour

Discussion avec la direction de la Diac.

Aussi mardi 18 novembre, attendus dans différents sites Renault par les flics, c'est à 350, en métro et RER que nous sommes allés occuper la DIAC

reprendre les négociations l'après-midi même à l'usine.

C'est donc avec le sentiment d'avoir ouvert une brèche que les travailleurs sont retournés,

en manifestant dans les rues de Gennevilliers aux cris de : «Non, non aux licenciements. Schweitzer, escroc, tu n'auras pas notre peau...». A la réunion, surprise, l'impression fut confirmée par le fait que Renault venait de découvrir quelques postes... à Batilly, à Renault-Douai et quelques-uns aussi à Cergy... mais refusait toujours de s'engager sur le fait que tout le monde reste à l'effectif ETG tant qu'une solution acceptable, c'est-à-dire acceptée par chacun, ne serait pas trouvée. Ce n'est que tard dans la soirée de mardi 18 novembre, après un aller-retour à Billancourt, que le directeur aurait pêché à nouveau quelques postes dans les autres sites de Renault, recouvrant le nombre de licenciements envisagés...

Bien évidemment, cela reste à confirmer, d'autant plus que l'expérience de Chausson-Creil nous a appris la méfiance : il faut des actes signés certes, mais pour les faire appliquer la mobilisation et la vigilance de chacun restent de mise.

Nous saurons donc nous rappeler à leurs souvenirs, au besoin.

Correspondant LO

Buc (Yvelines)

Suppressions d'emplois maintenues

LES SALARIES MAINTIENNENT **LEUR OPPOSITION**

la radiothérapie qui viennent d'entamer leur septième semaine de grève contre les suppressions d'emplois à GEMS (General Electric Medical System), se sont joints depuis vendredi 14 novembre une quarantaine de salariés venus d'autres secteurs de production. Et, lundi 17 novembre, une vingtaine de personnes du service aprèsvente de la radiothérapie, un secteur de Vélizy, se sont jointes au mouvement pour deux jours.

Cela reste bien faible par rapport aux 2142 salariés de GEMS sur toute la France et aux 1 700 travaillant à Buc. Mais la direction, qui pensait sans doute qu'une fois de plus son plan allait passer comme une lettre à la poste, commence à s'impatienter.

Ainsi, alors que nous expliquions dans les différents services où en étaient les discussions avec la direction, deux pontes de la DRH sont intervenus en demandant aux grévistes de «ne pas empêcher les gens de travailler »!! Comme si ce n'était pas eux qui souhaitaient en empêcher 395 d'entre nous.

L'inspection du travail ellemême vient de faire un rapport où elle note entre autres qu'au vu du

À la cinquantaine de salariés de résultat réalisé par le groupe au niveau mondial, «un véritable engagement sur le reclassement effectif des salariés doit être envi-

> Pour l'instant, la direction a seulement admis de ne pas licencier des salariés entre 50 et 55 ans sans que leur reclassement soit prévu. Et elle s'est engagée à proposer des départs «négociés» pour les plus de 55 ans, ce qui en clair signifie qu'elle proposera à ces salariés une préretraite sur le dos de la collectivité via les Assedic.

> Aucun argument ne peut justifier ce plan de suppressions d'emplois dans une des sociétés les plus riches du monde, qui se vante d'être au deuxième rang mondial de la «profitabilité», d'autant que 114 emplois sur les 295 annoncés ne sont pas réellement supprimés mais prévus pour être mis en soustraitance.

> Alors jusqu'à maintenant notre mouvement n'a pas fait reculer la direction, mais le fait qu'il dure, qu'il montre à la face de tous le vrai visage de cette « world company », est devenu aujourd'hui notre meilleur atout.

> > **Correspondant LO**

ÊME « NÉGATIONNISME »

Le rapport de l'INSERM (l'Institut national de la santé et de la recherche médicale) consacré aux effets de l'exposition à l'amiante sur la santé vient finalement d'être publié pour le grand public.

Dans ce rapport, l'INSERM estime à 1 950 le nombre de décès dus à l'amiante en France en 1996. En Grande-Bretagne où l'utilisation de l'amiante a commencé plus tôt, on en est à 3000 décès par an. D'autre part, l'INSERM affirme que la santé de 350 000 personnes a été mise en danger dans le passé, par l'utilisation massive de l'amiante.

Cette vérité, les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, n'aiment pas l'entendre. Il est vrai que de 1982 à 1995, ils ont tous soutenu le lobby des industriels de l'amiante, en participant à la structure mise en place par ces derniers, le Comité permanent amiante. Et de ce fait ils portent une grande responsabilité non seulement pour l'emploi de ce minéral mais aussi pour l'absence de mesures réelles de pré-

Aujourd'hui ce sont les conclusions mêmes de ce rapport, comme de ceux similaires parus dans d'autres pays, qui sont combattues. Ainsi, dans une étude «critique», les autorités canadiennes prennent la défense du chrysotile, une fibre d'amiante qui produirait beaucoup moins de cancers de la plèvre que d'autres variétés, mais autant de cancers du poumon aux dires de spécialistes de l'INSERM. Et c'est sans doute un hasard si le Canada est aussi le premier producteur mondial d'amiante, chrysotile en parti-

En France, où le lobby de l'amiante s'était adjoint des scientifiques « honorablement connus», un groupe de travail de l'Académie de médecine a tenté de jeter le doute sur la validité des conclusions de

l'INSERM, mais de façon si grossière que plainte a été déposée par l'Assiciation de défense des victimes de l'amiante pour «publication et diffusion de fausses nouvelles ». Quant au ministre Allègre, il vient de déclarer avec sa finesse habituelle que le rapport de l'INSERM est «nul» et a comparé le danger encouru par ceux qui ont été, ou restent exposés à de faibles doses d'amiante, au danger qu'il y aurait pour un enfant d'attraper la silicose en se promenant sur une plage de sable.

Il n'y a décidément rien à attendre de ces gens-là. Après avoir couvert pendant des années les industriels de l'amiante, ils essaient aujourd'hui de leur sauver la mise. Et le fait qu'il y ait d'importantes sommes en jeu, en particulier au titre de l'indemnisation possible des victimes et de leurs familles, n'est certainement pas pour rien dans leur attitude.

Sylvain ROCHE

MATY - Besançon

GREVE VICTORIEUSE

Lundi 17 novembre la grève a démarré à 13 h 30 à la SFM, la Société de Fabrication Maty qui est une filiale de la société de vente par correspondance Maty. Dans cet atelier de production de bijoux de près de 100 personnes, la revendication principale était 500F d'augmentation pour tous, mais aussi la possibilité de prendre un jour de congé payé le 2 janvier, et aussi la dignité et le respect.

Cela fait des mois que les salariés demandent une augmentation (une ouvrière avec 17 ans d'ancienneté gagne moins de 6000 F net, prime d'ancienneté comprise). Depuis le mois d'août

heures supplémentaires suivie par tous les ouvriers. La direction prenait prétexte de la grève des routiers l'an dernier et cette année des 35 heures du gouvernement pour refuser la moindre augmentation.

Trop c'est trop, et lorsque la grève a démarré elle a été suivie par la totalité du personnel, bien décidé à ne pas céder aux injonctions de la direction qui demandait de reprendre le travail avant de négocier. Finalement la direction est venue chercher les délégués le mardi matin pour négocier. Elle a accordé les 500F pour tous à partir du mois de novembre et la possibilité de prendre le 2 janvier. dernier c'était la grève des Elle demande la récupéra-

tion des heures de grève et la cessation de la grève des heures supplémentaires par la suite.

Ces propositions ont été accueillies par les bravos des grévistes qui ont décidé de reprendre le travail sur-le-champ tout en demandant au délégué si on pouvait avoir confiance, la signature de l'accord ne se faisant que l'après-midi. C'est la première grève de cette ampleur dans l'entreprise. Autant que les «500 balles», c'est la satisfaction de s'être fait respecter et entendre qui dominait.

Et même si ce qui a été obtenu n'est pas le Pérou, l'ambiance et le moral étaient au beau fixe, comme le temps, le mardi en reprenant le travail!

Ditechna - Dunkerque

LES GREVISTES **NE CEDENT PAS**

Ditechna, à Dunkerque, en sont à leur cinquantième jour de grève contre la baisse des salaires projetée par le groupe textile Dikson Constant. Jeudi 13 novembre, elles sont allées bloquer quelques heures l'usine de Wasquehal qui continue à tourner. Puis elles sont allées à l'ancienne usine Haltex où des employées et des techniciens non grévistes de Dunkerque ont été installés par la direction pour effectuer les structures gonflables de Kangoo commandées par Renault.

Le patron continue son chantage à la fermeture

Les 47 ouvrières de de l'usine. Il veut obtenir la baisse des salaires des ouvrières pour satisfaire les marges de profit exigées par les actionnaires. Selon le patron, les ouvrières ont une rémunération annuelle égale au SMIC + 30 %. En tenant compte des quelques reculs de la direction, le salaire serait ramené autour du SMIC + 20 %, soit une perte d'environ 700F par mois.

> Vendredi 21 novembre, les syndicats et le patron, Constant, doivent être entendus par Commission départementale de Conciliation. En attendant, les grévistes continuent l'occupation jour et nuit.



PENDANT 15 JOURS, LES OUVRIÈRES DU PARFUM

Le groupe Pochet fait de la sous-traitance pour les parfums de luxe comme Dior ou l'Oréal. En 1995 il affichait 2,9 milliards de bénéfices, et son PDG Colonna peut se vanter d'être la 33° fortune de France.

L'usine-mère, de 1600 personnes, est en Normandie, mais depuis 4 ans, deux usines de production et de décoration de flacons de parfum ont été ouvertes à Beaugency, à côté d'Orléans. Une centaine de personnes y travaillent, essentiellement des femmes, dans les pires conditions, avec des équipes de 15 à 23h ou de 13 à 21 h pour celles du soir, par exemple, les femmes enceintes travaillent avec les émaux ou les encres, dont les émanations sont toxiques, et cela en toute connaissance de l'inspection du travail. Quand on voit les salaires, on comprend que l'industrie du luxe soit une des plus rentables aujourd'hui: 5000F net environ pour une ouvrière embauchée depuis 4 ans.

Ce qui a déclenché la colère, c'est le refus de la direction d'appliquer la convention collective de la chimie, convention dans laquelle les nuits et les week-ends sont majorés de 20 %, où les femmes enceintes ont droit à des pauses supplémentaires de 30 minutes par jour, où les trois premiers jours en cas d'arrêt maladie sont payés. Cela fait plus d'un an que les ouvrières des deux usines, appuyées par une majorité de la maîtrise, réclament cette convention pour en finir avec un patron qui, en matière de salaire, d'hygiène et de sécurité, fait ce qu'il veut.

La grève a démarré le vendredi 31 octobre, à 5 heures du matin, dans une des deux usines, Lodève. A midi, la deuxième usine, Pochet, qui est dans le même bâtiment, rejoignait les grévistes de Lodève.

De toute la semaine le patron ne s'est pas déplacé, refusant «toute discussion sous la contrainte», avait-il

fait savoir, car, comme le disait son représentant dans l'usine aux grévistes : «On ne discute pas avec des horsla-loi». Comme le faisait de la Toussaint, organisant remarquer une gréviste : «C'est l'hôpital qui se moque de la charité!»

Toujours est-il que pendant une semaine les ouvrières ont fait connaître leur grève aux reprise de Pochet. Le jeudi, habitants de la ville par des le maire, socialiste, les a manifestations et des tracts, reçues et les a écoutées. «Ça et qu'elles ont reçu un soutien chaleureux de toutes les usines du coin. C'est l'union locale CGT qui, avec les deux déléguées de chaque usine, a dirigé la grève.

Ce n'est qu'à la fin de la première semaine que le patron a donné signe de vie, faisant constater par huissier qu'on bloquait les portes de l'usine avec un cadenas empêchant les camions de charger la production effectuée par les quelques responsables non grévistes. On avait également d'après lui dégradé son usine en utilisant le réfectoire comme local de grève, ou

encore en affichant des revendications sur les grilles.

Les grévistes sont restées vigilantes tout le week-end une permanence du samedi au lundi. Le mercredi matin, l'équipe de 5 heures de Lodève reprit la grève avec détermination, malgré la pour nous écouter, il nous a *écoutées!* » disaient les filles. Le 7 novembre, le patron proposait d'appliquer la convention collective du verre à la main, qui est moins avantageuse, et cela sans payer les arriérés des primes dues sur 4 ans pour celles qui sont là depuis l'ouverture. C'était : «Vous signez, ou sinon vous n'aurez rien et je ne vous paye ni le lundi, ni le mardi du 11 novembre».

Le vendredi 7 novembre encore, le patron assignait les grévistes au tribunal pour «entrave à la liberté du travail», à cause du cadenas blo-

quant le portail. C'est au tribunal que les cadres représentant la direction ont appris des ouvrières qu'ils avaient toujours eu les doubles des clés dans leurs poches! Et malgré le report du jugement au lundi 14 heures, le patron faisait venir un serrurier qui, sous constat d'huissier, ouvrait la grille. Qu'à cela ne tienne, les grévistes ont fait une chaîne devant les camions qui n'ont pas insisté L'huissier a pris des photos, et trois gendarmes sont venus pour constater le blocage!

Quand il s'agit de faire respecter la propriété, là, le patron connaît les lois!

Alors si le lundi, les ouvrières ont repris le travail sans rien avoir obtenu sur la convention collective, elles ont eu le plaisir de voir la plainte de leur patron rejetée par le tribunal. Et elles sont bien décidées à tout faire pour se faire payer leurs heures de grève, et à remettre ça, fortes de cette première expérience, dès que possible.

Dans les entreprises

DDE (Isère) AUX SUPPRESSIONS Le ministre de l'Équipement, Jean-Claude D'EMPLOIS!

pement, Jean-Claude Gayssot, vient de décider 1040 suppressions de postes pour 1998, pour l'ensemble du ministère, ce qui correspond à 14 suppressions d'emplois pour le département de l'Isère (voir *LO* n°1529). De plus nous savons qu'autant de «gels» de postes sont envisagés, comme cela devient à la mode ces dernières années. Le mot «gel» couvre pudiquement d'autres disparitions de postes.

Dans l'Isère, ces mesures devaient conduire à une réorganisation complète de la Division Départementale de l'Équipement (DDE) au 1^{er} janvier 1998. Est-ce le préavis de grève dépo-

sé sur le département et l'assemblée générale convoquée par l'intersyndicale, en plein conflit des routiers, qui ont inquiété Gayssot? Toujours est-il que le matin même du blocage des routes par les chauffeurs, la Direction Départementale de l'Équipement s'est empressée de faire savoir à tous les services le report à mars 1998 de toute réorganisation. En effet le ministre venait juste de décider de reporter à mars la répartition des postes supprimés par département, même s'il maintenait bien le total des 1040 suppressions au niveau national.

Cette décision a été ressentie comme un premier recul, même s'il s'agit sans doute pour le ministre de reculer pour mieux sauter. En tout cas, malgré ce report, l'assemblée générale était maintenue et environ 400 agents (sur un effectif total de 1150 dispersés dans tout le département) se sont rassemblés

cer et venir s'expliquer sur les emplois en moins et la nouvelle réorganisation qu'il compte mettre en place. Tout cela aurait en effet pour conséquence d'accroître la charge de travail de chacun et de faire sous-traiter une partie du tra-

suppression de postes.

de travail de chacun et de faire sous-traiter une partie du travail aux entreprises privées, notamment celui de l'entretien des routes. C'est ce que lui ont fait remarquer plusieurs agents en dénonçant son zèle dans

à l'appel de l'intersyndicale

(CGT, FO, CFDT et autonomes) pour exprimer leur refus de toute

À la demande de l'assem-

blée, le directeur a dû se dépla-

l'application des directives ministérielles et en lui rappelant qu'il se faisait le complice du ministère.

Lui, qui à son arrivée récente présentait la réorganisation de manière très positive, allant même jusqu'à nous dire que tout irait mieux, repartit la tête basse après s'être fait «secouer» par l'assistance. Il finit par avouer qu'il était bien obligé de subir la politique qui lui était imposée par en haut.

Le personnel lui remit la pétition adressée au ministère, signée par 915 agents, et refusant toute suppression d'emplois. C'est ensuite une cinquantaine d'agents qui se retrouva pour porter la pétition à la préfecture. Résolution fut prise à l'assemblée de se retrouver dès que les projets provisoirement reportés se préciseront.

En attendant, chacun a pris des tracts à diffuser aux usagers pour dénoncer les méfaits d'une telle politique qui consiste à aggraver le chômage et conduit à la dégradation des services publics, de moins en moins efficaces et de plus en plus chers pour le contribuable.

Correspondant LO



DPS (Région parisienne)

UNE SEMAINE DE GRÈVE DES NETTOYEURS

La DPS (Dialogues Partenaires Services) est une société un peu particulière. Créée à l'initiative de Christian Blanc, ex-PDG d'Air-France, de la RATP, etc., elle existe un peu partout où Blanc a sévi, et a pour fonction d'embaucher, entre autres des chômeurs de longue durée, qu'il serait question de «réinsérer» ainsi par le nettoyage. Ce qui autorise en fait à les considérer et à les traiter comme de la main-d'œuvre corvéable à merci et souspayée. Le PDG de DPS est un ancien dirigeant syndicaliste de la CFDT, J.P. Sbeghen, et «son» entreprise fonctionne en partie, comme bien d'autres, avec des subventions de l'État.

La grève a commencé dans le métro, tout d'abord, pour exiger le déplacement d'un chef au comportement inacceptable, et pour des revendications salariales. Mais c'est à partir du 11 novembre qu'elle a vraiment démarré sur plusieurs sites : dans des dépôts de bus RATP de Nanterre, Charlebourg (la Garenne-Colombes), Asnières, plusieurs chantiers du métro, à l'usine et au siège de l'Oréal, chez Bull, à l'Aéroport de Paris-Roissy.

C'est Nanterre qui a fait figure de fer de lance : c'est de là que les nettoyeurs de DPS sont allés chercher leurs camarades des autres sites pour les mettre en grève, et ont défini des revendications communes avec en tête le paiement des jours de grève et des revendications salariales : paiement des jours fériés légaux, des heures supplémentaires, 13° mois, certaines primes. Ils demandent aussi la prise en charge légale de 50% de la carte orange de transport par l'employeur, la fin des contrats pré-

La DPS (Dialogues Partenaires Services) est e société un peu particulière. Créée à l'initive de Christian Blanc, ex-PDG d'Airance, de la RATP, etc., elle existe un peu rtout où Blanc a sévi, et a pour fonction caires d'une semaine, 1 mois, 2 mois (on a vu des contrats d'un jour!), des vêtements de travail adaptés et conformes, etc. On constate, en lisant cette liste, à quel point cette entreprise était en marge de la légalité!

Durant une semaine les travailleurs se sont réunis, ont rencontré une première fois sans résultat leur patron, sont allés voir à 80 le directeur du dépôt RATP de Nanterre, et ont eu à affronter les manœuvres conjointes de la direction de la DPS et de la RATP qui voulait faire faire le travail des nettoyeurs par des agents de la RATP (cela n'a pas marché) et par des cadres; en particulier le remplissage des réservoirs de gazole des autobus, qu'effectuent ordinairement les salariés de DPS.

En fin de compte la direction de DPS a en partie cédé. Mais elle est parvenue à négocier séparément avec ceux du métro et ceux des autobus, ces derniers ayant obtenu le maximum. Le «protocole d'accord» qui a été accepté par les salariés DPS des bus comprend les clauses suivantes: paiement à 50% des jours de grève, augmentation de 3% des salaires (le taux de base passe à 40,613 F de l'heure...) et de certaines primes. L'ensemble équivaut à une augmentation de l'ordre de 5,5%. Les heures supplémentaires seront majorées, la moitié de la carte orange sera payée, etc.

Ce n'est certes pas énorme, mais les travailleurs ont repris le 18 novembre, après une semaine de grève. Ils ont fait reculer la direction, montré qu'il fallait compter avec eux : affaire de salaire et de conditions de travail, et affaire de dignité d'abord.

Rapides de la Côte d'Azur

NON

AUX BAS SALAIRES!

C'est la grève à la société des Rapides de Côte d'Azur, entreprise qui assure le transport de bus passagers entre les principales villes des Alpes-Maritimes et filiale de la CGE qui monopolise les transports sur la région.

Suite à un préavis de grève déposé par les syndicats CFDT, FO et CFTC durant le mouvement des routiers, la quasi-totalité des 250 salariés sont entrés dans la grève le 3 novembre. La revendication essentielle porte sur les salaires : en mars dernier, la direction avait imposé que le salaire brut passe de 7555 F à 6800 F, la différence étant compensée par une prime de 755 F. Début novembre, c'est cette prime qui était menacée, les nouveaux embauchés ne devant pas en bénéficier. D'autre part, les multiples vexations dont la direction s'était rendue coupable avaient fait monter la colère.

Lundi 3 novembre, la grève débutait donc et depuis, malgré les multiples provocations et tentatives de division de la direction, les grévistes tiennent bon. Plusieurs «opérations escargot» ont été organisées sur les grandes villes de la région, et un piquet de grève est installé devant le dépôt, à Nice. De son côté la direction ne lâche rien et le préfet sollicité ne veut rien lui imposer. Pour réussir à faire parler de la grève dans la presse, trois militants syndicalistes ont fait une grève de la faim de quelques jours...

Lundi 17 novembre, le conflit entrait dans une nouvelle phase, les salariés de RCA décidant de bloquer les dépôts des bus urbains, et un préavis de grève allait être déposé par les traminots de Nice et de Cannes, dont le patron est aussi la CGE.

Aubervilliers QUAND UNE MAIRIE «UNION (Seine-Saint-Denis) DE LA GAUCHE» VEUT FERMER UN FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS

C'est par le journal municipal local que les résidents et les employés du Foyer de **Jeunes Travailleurs** d'Aubervilliers ont appris que la municipalité, dont le maire est le sénateur PC Jack Ralite, ancien ministre du gouvernement PC-PS de 81-84, avait décidé de fermer leur foyer d'ici à la mi-1999.

L'information était donnée dans un petit encart sous le titre anodin de «Regroupement de services municipaux». La ville veut en effet récupérer les locaux où habitent 170 jeunes travailleurs pour les transformer en bureaux des services municipaux, et faire à terme, explique-t-elle, des économies sur des locaux loués. Et puis,

ajoute l'article, le foyer serait déficitaire et ne serait «plus adapté aux besoins actuels des jeunes en matière de logement».

Les 30 employés du foyer risquent de perdre leur emploi car la mairie, qui leur avait jusque-là caché la nouvelle, ne leur garantit pas le reclassement dans d'autres services municipaux, se disant seulement prête à voir «au cas par cas». Quant aux résidents. maintenant qu'ils sont de toute façon au courant, ils ont été invités par l'administration à une réunion le 12 novembre pour être enfin informés, et... élire leurs deux délégués au Conseil d'Administration du foyer. Pour administrer la fermeture?

Vingt-quatre résidents, auxquels s'étaient joints trois employés du foyer, se sont réunis quelques jours plus tôt pour discuter de la mobilisation nécessaire pour empêcher

la fermeture et préparer, du côté des résidents, cette réunion du 12 novembre.

À cette réunion convoquée par l'administration nous étions finalement 57 présents (dont trois employés). C'est un notable qu'aucun de nous n'avait vu jusque-là, le conseiller municipal chargé du logement, président en titre du fameux Conseil d'Administration et père du projet de fermeture, qui est venu faire son speech. Il a expliqué cyniquement que le foyer coûtait trop cher à la population d'Aubervilliers, alors que nous n'étions pas nous-mêmes originaires de la ville. Pour lui, à l'origine, il y a trente ans, l'existence des Foyers de Jeunes Travailleurs se justifiait par le fait qu'il y avait du travail en région parisienne, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. « Un langage de patron», lui fut-il rétorqué. En même temps qu'il prétend que la dette du foyer, qui serait de de pour la municipalité, celleci prévoit un budget de 35 millions pour transformer nos chambres en bureaux. Et avec des loyers de 2000F pour une chambre de 13 m², ce n'est pas l'aumône qu'on nous fait.

Bref, l'attitude de l'élu indigna les présents et il en entendit de toutes les couleurs. Après son départ nous sommes presque tous restés pour discuter des moyens de s'organiser. Il fut décidé de passer informer tous ceux qui n'avaient pu venir à la réunion. Le texte d'une pétition à faire signer par tous les résidents fut adopté, en même temps que nous décidions de boycotter le questionnaire que le représentant de la mairie prévoit de nous envoyer pour nous demander nos souhaits de relogement. Et les idées fusaient : aller non pas seulement à deux représentants, mais nombreux au Conseil d'Administration faire entendre notre colère à ces

messieurs, aller soulever le problème à la réunion de quartier que le même conseiller municipal organisait le lendemain dans Aubervilliers, informer la population...

Le lendemain, à neuf, nous sommes allés à cette réunion de quartier. Une vingtaine d'habitants étaient là, qui apprenaient par nous l'information. Le responsable au logement fut pris à partie non seulement par nous, mais par des participants à sa réunion, scandalisés. Treize d'entre eux ont signé notre pétition contre la fermeture. Quant à l'une des élues qui était à la tribune au côté du responsable du logement, elle a dit ne pas être d'accord avec cette décision dont elle n'avait pas été mise au courant!

Mais c'est bien la pression qu'on pourra exercer, en se bougeant nous-mêmes et en informant la population, qui pourra faire revenir la mairie sur sa décision. Ce n'est qu'un début.

Université d'Orsay (Essonne)

UN PREMIER SUCCÈS POUR LE PERSONNEL DES RESTAURANTS

du personnel de la faculté d'Orsay, en grève depuis le 13 octobre, ont repris le travail le 6 novembre. Les 73 grévistes, titulaires et contractuels, sont restés unis jusqu'au bout. Tout au long du mouvement leurs rassemblements ou manifestations étaient soutenus, selon les jours, par deux à quatre cents travailleurs du campus qui venaient y participer. Du rarement vu!

Les principales revendications étaient la titularisation des contractuels (40 sur les 73) et l'alignement de leurs salaires sur ceux du personnel titulaire.

Sur les salaires les grévistes Les employés des restaurants ont le sentiment d'avoir fait reculer la direction de l'Université et du CNRS (la cantine dépend des deux organismes) et d'avoir en partie gagné. Ils obtiennent pour les personnels non titulaires, dont les salaires étaient nettement inférieurs aux autres, des augmentations qui vont de 200 à 400 francs par mois, à partir du 1er janvier 1998, et une nouvelle grille de salaire qui devrait se traduire à terme par des salaires de fin de carrière supérieurs à la grille actuelle de 1000F (pour les plus mal payés) à 800F (pour les autres). Et les contractuels

ont obtenu l'alignement pour un certain nombre de droits avec les titulaires, notamment en ce qui concerne les vacances.

Quant à la titularisation, la direction de l'Université s'est réfugiée derrière le fait que la création de postes de titulaires ne dépendait pas d'elle. Elle a juste fini, et après avoir longtemps tergiversé, par promettre de proposer au Conseil d'Administration de l'Université de bien vouloir demander des postes... au ministère. En clair rien de concret.

C'est pourquoi, lundi 17 une soixantaine de personnes, personnels des restaurants et du campus, sont allées, en car,

rendre visite à ce Conseil d'Administration dont le président de l'Université avait, pour essayer de nous éviter, exilé la réunion au Kremlin-Bicêtre. On ne peut pas dire que l'accueil ait été chaleureux de la part de ces gens-là, pourtant pour la plupart élus sur des listes syndicales. À part une petite minorité d'entre eux, ceux de la CGT et trois autres, qui se sont prononcés pour recevoir et écouter les manifestants, les autres, gonflés de leur importance de «gestionnaires responsables», ont clamé qu'ils ne voulaient pas «travailler sous la pression».

On se console comme on peut de ses déboires. Car quand ils ont enfin un peu travaillé, ces dernières semaines, à revoir le montant des salaires du personnel des restaurants, c'était bel et bien grâce à la pression de la grève. Et puisque à Orsay, comme dans toute l'Université et ailleurs, il y a de plus en plus de personnel embauché en statut précaire, c'est un problème qu'il faudra poser à nouveau, et plus largement que dans le seul cadre de la cantine. Souhaitons qu'on n'en ait pas fini avec la «pression», et même plus!

Correspondant LO

Un patron heureux

La société Jager Jeune (dont le siège est à Paris, et la production se fait à Évreux), dont l'activité principale est la réalisation de blanchets d'imprimerie, et qui exporte à l'étran-

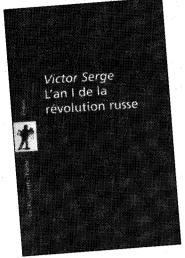
ger, coule des jours heureux. L'ensemble du personnel vient de recevoir en date du 15/11/97 une lettre où le PDG

annonce un chiffre d'affaires MENSUEL record pour le mois d'octobre de 10057000 F.

Même en 60 ans de travail, un salarié de l'entreprise ne gagnera jamais cette somme-là.

Et dire qu'en 1996 les ouvriers n'ont perçu aucune augmentation de salaire pour «assurer l'avenir de la société»!

L'an I de la révolution russe de Victor Serge



Militant anarchiste d'origine russe, condamné en 1913 à 5 ans de réclusion pour avoir refusé de collaborer avec la police française dans l'affaire de «la bande à Bonnot», libéré de la centrale de Melun et expulsé au début de 1917 vers l'Espagne, où il se lia aux anarcho-syndicalistes catalans, Victor Serge (1890-1947) tenta dès l'été 1917 de gagner la Russie

où avait éclaté la révolution ouvrière. Il n'y parvint qu'en février 1919, quelques semaines avant la fondation de la IIIº Internationale. Il rejoignit les bolcheviks et participa dès lors aux luttes de l'État ouvrier soviétique, jusqu'à ce que la réaction stalinienne et la répression contre l'Opposition de Gauche (trotskyste), à laquelle il participait, le fassent expulser du Parti Communiste et emprisonner en 1928, puis déporter dans l'Oural en 1933. Une mobilisation internationale des écrivains de gauche obtint sa libération en avril 1936, peu avant le début de l'extermination systématique de tous les opposants en URSS. Il put ainsi regagner l'Occident où ses récits, romans et témoignages sur les combats des révolutionnaires soviétiques contre la réaction blanche, puis stalinienne, purent enfin paraître.

L'an I de la révolution russe, terminé en 1928 mais publié en 1938 seulement, couvre la période allant de la Révolution d'Octobre de 1917 à la révolution allemande de novembre 1918. Serge n'a donc pas vécu cette année en Russie mais il a eu tous les moyens d'en connaître les événements et les protagonistes.

Après un survol rapide de l'histoire russe, de l'abolition du servage en 1861

à la révolution de 1905 et à celle d'Octobre 1917, Serge aborde l'œuvre de l'État ouvrier, les premiers décrets révolutionnaires sur la paix et la terre, et les premières difficultés du nouveau pouvoir : le sabotage, les débuts de la guerre civile, le problème des nationalités, les négociations de paix avec l'Allemagne à Brest-Litovsk. Il souligne le caractère original, révolutionnaire, des solutions mises en œuvre et dues bien

souvent à l'imagination des masses a écrit une postface à L'an I de la révoouvrières et paysannes mobilisées pour défendre leur État.

Le milieu de l'année 1918 est marqué par la famine, les soulèvements, les attentats contre-révolutionnaires, et par la riposte du camp des travailleurs révolutionnaires. Puis c'est le début de la révolution allemande. Dans une Russie affamée, assiégée, exsangue, les masses y voient la promesse d'un secours pouvant rapidement venir du pays le plus développé et le plus riche d'Europe. Les dirigeants bolchéviks, qui attendent cette révolution, y voient aussi et surtout la possibilité de s'appuyer sur l'expérience et la culture du prolétariat organisé d'Allemagne et de faire ainsi contrepoids à l'arriération et à la pauvreté qui hypothéquaient gravement l'avenir de la Russie soviétique. Mais la révolution allemande échoue, au moins pour un temps, et laisse isolé l'État ouvrier qui reprend finalement l'offensive contre les armées blanches et impérialistes.

Sous le titre de La ville en danger, Pétrograd l'an II de la révolution, suite jointe à l'ouvrage, Serge a aussi écrit une évocation de la résistance ouvrière, malgré la famine et l'épuisement, face à l'offensive d'octobre 1919 du général blanc Youdenitch appuyé par la flotte anglaise, épisode de la guerre civile auquel Serge avait personnellement participé.

En 1947, l'année de sa mort, Serge

lution russe que l'on trouve dans cette réédition. Elle permet de mesurer l'évolution de l'auteur depuis son départ d'Union soviétique. De militant révolutionnaire antistalinien il était petit à petit devenu une sorte de libéral démoralisé, attaché à mettre en relief les «échecs» du bolchevisme et à prêcher un retour de la Russie à la « démocratie ».

Cette réédition de *L'an I* reproduit la petite édition Maspéro de 1971, en la faisant précéder d'une préface de Wilebaldo Solano, membre de la direction du POUM espagnol en 1939 et qui, à ce titre, est plus à l'aise dans les éloges décernés à Victor Serge que dans une appréciation claire de la politique des bolchéviks dans la révolution russe, politique à laquelle, précisément, la direction du POUM a tragiquement tourné le dos lors de la révolution espagnole de 1936-1937. On peut donc passer sur ces préfaces et postfaces; en tout cas elles ne doivent pas faire perdre de vue le livre d'histoire vivante de la révolution bolchevique que le militant communiste Serge a su écrire en 1928.

Vincent GELAS

L'an I de la révolution russe, suivi de La ville en danger, de Victor Serge, éd. La Découverte/Poche, coll. Essais, 521 p., 89 F.





Voilà un court recueil, déjà publié en 1993 en France, qui vient d'être réédité aux éditions La Découverte. Prêtre ouvrier, André L'Hénoret a vécu au Japon pendant 20 ans jusqu'en 1990 et a partagé à ce titre, dix ans durant, les conditions de vie et de travail d'ouvriers japonais.

Travaillant essentiellement dans de petites entreprises sous-traitantes de la construction et sur des chantiers, et parlant parfaitement le japonais, il a été adopté parfois avec curiosité et étonnement, mais semble-t-il toujours avec sympathie, par ses camarades de travail. Le journal quotidien qu'il a tenu à l'époque

Le clou qui dépasse Récit du Japon d'en bas d'André L'Hénoret

dépasse, titre inspiré d'un proverbe japo- y a à mener des luttes au Japon. nais qui veut qu'«on frappe sur le clou qui dépasse», c'est-à-dire sur celui qui n'est pas d'accord.

Car André L'Hénoret ne se contente pas de dénoncer les heures supplémentaires gratuites, les fréquents accidents du travail, la pollution, la division entre ouvriers titulaires (salariés des grandes entreprises) et ouvriers sous-traitants (70% des salariés japonais travaillent dans des PME), ces derniers mal payés et méprisés, et le «travail des trois K», c'est-à-dire le travail manuel dur, sale et dangereux («kitsui», «kita-nai» et «kiken»), il raconte aussi des luttes et de longs procès pour faire respecter le droit des salariés, obtenir des augmentations ou empêcher un licenciement. Il décrit les syndicats japonais intégrés et pro-patronaux, les chasse aux militants combatifs, la lutte des autorités contre l'immi-

a servi de matière à ce recueil Le clou qui gration clandestine et la difficulté qu'il

Dans le même temps, l'auteur réaffirme tout au long du récit sa profession de foi religieuse et de ce point de vue, sa préoccupation et ses objectifs - prêcher le christianisme au Japon – n'offrent certes guère de perspectives aux exploités japonais. Reste le témoignage et la dénonciation de la condition ouvrière dans un pays qui nous est souvent présenté comme un modèle de réussite économique, et même d'intégration sociale. Et ce qui ressort c'est combien les difficultés quotidiennes des ouvriers japonais ressemblent à celles des exploités d'ici.

Claire LACOMBE

Le clou qui dépasse, d'André L'Hénoret, éditions La Découverte/Poche, collection Essais, 167p, 48F

Dans le monde

Sida

MONDIALISATION DES VIRUS MAIS PAS DES MÉDICAMENTS

Si l'OMS, Organisation Mondiale de la Santé, a pu annoncer dans un rapport de juin 1997 une baisse des nouveaux cas de SIDA en Europe Occidentale, il n'en va pas de même dans les pays les plus pauvres. L'épidémie se développe en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, notamment en Ukraine où le nombre de cas a été multiplié par quatre entre 1995 et 1996. Ou encore en Roumanie, pays qui compte à lui seul, par rapport à toute l'Europe, 58 % des cas de SIDA déclarés chez les enfants, le plus souvent du fait d'une contamination contractée à l'hôpital par du matériel souillé... Quant aux pays les plus pauvres d'Afrique et d'Asie, ils sont le terrain d'une véritable explosion de l'épidémie.

Et l'écart ne fait et ne fera que se creuser entre pays riches et pays pauvres. Qu'il s'agisse des tests de dépistage, des médicaments utilisés contre les infections opportunistes que développent les séropositifs ou, pire encore parce qu'ils sont encore plus chers, des médicaments qui ralentissent l'évolution de la maladie, les antirétroviraux (ainsi appelés parce que l'agent du SIDA est un rétrovirus), tous ces traitements ne sont accessibles aujourd'hui qu'à 10 % de la

population contaminée par le virus du SIDA : celle des pays riches. Quant aux autres, ceux des pays pauvres et qui sont près de 20 millions, ils peuvent avoir entendu parler de ces médicaments, mais leur chance de pouvoir se les procurer est infime.

A cet égard une interview de deux médecins maliens au journal Le Quotidien du Médecin est édifiante: «A Bamako, certaines pharmacies privées ont de l'AZT ou du ddI (deux médicaments antirétroviraux utilisés dans les pays développés pour freiner l'évolution de la maladie). Mais ces médicaments ne sont accessibles qu'aux patients très riches. Dans notre centre de consultation, sur 387 patients, nous en avons cinq qui suivent une bithérapie AZT + ddI. (...) Au Mali, le coût mensuel d'une bithérapie est de 4 200 FF. Or le salaire minimum est de 200 FF. Un ouvrier gagne en moyenne 500 FF.»

Une goutte d'eau dans un océan de misère.

Le programme commun des Nations Unies contre le SIDA, Onusida, vient de lancer, en association avec trois grands trusts pharmaceutiques, une opération Mais seulement dans... quatre pays : le Chili, la Côte-d'Ivoire, l'Ouganda et le Vietnam. Les trusts pharmaceutiques s'engagent à fournir les tests et médicaments qu'ils fabriquent à des prix « subventionnés », pour le reste, l'opération sera financée par Onusida qui va débloquer un million de dollars sur cinq ans, 0,3% de son budget global, et par les ministères de la Santé des pays concernés, c'està-dire par les populations ellesmêmes. Et le coordinateur de l'opération de déclarer : « Ce programme fournira l'information dont nous avons besoin pour déterminer s'il est réellement possible d'obtenir et de distribuer dans les pays en voie de développement des médicaments pour la prise en charge de l'infection à VIH et du SIDA». À croire qu'il n'y croit pas lui-même. Ce en quoi il aurait bien raison, car dans ce mode d'organisation économique uniquement basé sur la recherche du profit, on ne voit pas pourquoi les médicaments échapperaient à la loi générale. Il ne suffit pas que les médicaments existent et que des millions d'hommes et de femmes en aient besoin, encore faut-il qu'ils puissent se les payer.

réalisme confine à l'horreur

Dans un grand nombre de pays africains, l'épidémie est

considérée par les spécialistes comme généralisée en ce sens que plus de 5% des femmes enceintes sont séropositives et risquent donc de transmettre pendant leur grossesse la maladie à leur enfant. Dans les pays riches, on prévient ce risque en traitant les femmes séropositives pendant toute leur grossesse avec un ou plusieurs médicaments antirétroviraux. Les femmes africaines, faute de moyens, n'y ont pas droit.

Dans ce cadre, alors qu'il existe donc une prévention efficace, des essais ont été mis en place, en Afrique, pour savoir si un traitement plus court, c'est-à-dire moins cher, ne suffirait pas... Et pour mesurer l'efficacité de celui-ci, on a administré à un groupe de femmes enceintes et séropositives des médicaments antirétroviraux pendant un laps de temps plus bref et, à un autre groupe de femmes, elles aussi enceintes et séropositives, un placebo, c'est-à-dire un médicament dépourvu de tout principe actif.

RÉUNION PUBLIQUE DE LUTTE OUVRIÈRE

LIMOGES

« Si le gouvernement voulait dégonfler Le Pen, il dégonflerait le chômage en prenant sur les profits patronaux»

Salle annexe Blanqui Nº2 (derrière la Mairie)

Avac Claudine ROUSSIE

Avec cynisme (ou réalisme?), Peter Piot, directeur exécutif d'Onusida, interrogé sur les problèmes éthiques posés par ce type d'essai, déclare : «Imaginons que l'on découvre que le traitement court soit de 20% à 30% moins efficace que le traitement standard. On serait alors conduit à rejeter le traitement court et l'on n'aurait concrètement plus rien à proposer aux femmes enceintes puisque le traitement standard leur est inaccessible. (...) L'éthique ne peut être dissociée de l'économie! Si le Tiers Monde avait accès aux traitements utilisés dans les pays industrialisés, la question des essais avec groupe placebo ne se

Non, la médecine n'échappe pas aux lois du marché. Et si les médicaments soignent, ce n'est qu'une valeur ajoutée à ce qu'ils sont d'abord et avant tout : des marchan-

Sophie GARGAN

Vietnam

BONNES AFFAIRES S

Avant d'aller présider le 7e sommet de la francophonie à Hanoï, Jacques Chirac a passé deux journées de visite officielle au Vietnam, accompagné d'une brochette de vingt importants patrons français tels Martin Bouygues, Olivier Dassault ou Jérôme Monod (de la Lyonnaise des Eaux) qui comptaient bien profiter de l'occasion pour négocier quelques marchés. Ce qui fut fait.



Sous prétexte d'« exprimer le soutien de la France à la modernisation du pays », ce sont des contrats pour un total de près de 4 milliards qui viennent d'être signés! Contrat pour l'installation de 540 000 lignes téléphoniques auprès de France Télécom, extension pour 2,7 milliards d'une cimenterie pour FCB, filiale de Five Lille Babcock, 640 millions de francs d'adductions d'eau pour la Lyonnaise des Eaux, etc. D'autres projets devraient suivre pour l'achat d'Airbus, la construction de centrales ou concernant des licences d'assurances AXA et AGF.

Ces contrats sont conclus quitte à ce que ce soit l'État français qui prête, sous forme d'aide au développement, l'argent qui servira à rembourser les patrons français. Chirac a ainsi signé un protocole financier de 310 millions à cette fin, sans compter une autre enveloppe de 300 millions au titre de la « coopération ».

Les investisseurs étrangers

s'intéressent depuis quelques années au Vietnam, dont le régime ouvre de plus en plus le pays à l'économie de marché et au tourisme. Avec une croissance annuelle de plus de 9 %, une inflation ramenée de 67 % en 1990 à 4,5 % aujourd'hui et de gros besoins de reconstruction, certains économistes y voient le développement possible d'un nouveau « dragon », à l'image d'autres pays d'Asie du Sud-Est comme Singapour ou la Corée du Sud, et donc des sources possibles de profits. Et la France, du droit de l'excolonisateur, ne veut pas louper le coche. Mitterrand, lors d'une précédente visite, avait commencé à prendre des contacts au nom de la « réconciliation», que Chirac met à profit aujourd'hui.

Le Vietnam est pourtant l'un des pays les plus pauvres de la planète, la moitié de ses habitants vivent au-dessous du seuil officiel de pauvreté, le revenu moyen par habitant ne dépasse pas 2 000 F par an et 36 % de la population

souffre gravement de malnutrition. La misère est particulièrement aiguë à la campagne où n'existent ni eau courante, ni électricité.

Le Vietnam supporte comme tous les pays du Tiers Monde le poids de la domination des pays riches mais il a à supporter, en plus, les séquelles de la longue guerre commencée après 1945 par la Françe et poursuivie par les États-Unis jusqu'en 1973. Ceux-ci ont laissé derrière eux un pays détruit par 300 000 tonnes de bombes diverses. Il a fallu près de 20 ans pour que le pays se relève à peine et seulement dans quelques grandes villes. Et voilà que ceux qui se disputent aujourd'hui les places pour y faire des affaires, au nom de la « coopération et du développement », sont justement les États-Unis et la France. Déjà responsables de la misère passée du pays, ils le seront aussi de sa misère futu-

Claire LACOMBE